

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

Le président Tebboune reçoit le ministre saoudien des Affaires étrangères

P. 24

RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

7.740 citoyens algériens rapatriés depuis le 20 juillet

P. 24

ALGÉRIE-LIGUE ARABE

Hassan Rabeï installé comme Secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe

P. 24

LIQUIDITÉS DANS LE RÉSEAU POSTAL

A l'ordre du jour d'une réunion interministérielle

A la veille des fêtes de l'Aïd El Adha, le gouvernement a organisé une réunion interministérielle, présidée par Abdelaziz Djerad, pour édicter une série de mesures afin de faciliter la disponibilité des liquidités dans les bureaux de poste. Traditionnellement soumis, en cette période, à une forte pression des détenteurs de comptes CCP, au nombre de 22 millions, les bureaux de la poste vivent cette année, une situation particulière qui se caractérise par des contraintes supplémentaires liées à la crise sanitaire.

P.p 3-6

DKnews



PATRONAT

"Le changement de l'appellation du FCE, une rupture avec son ancienne gouvernance"

P. 6

DÈCÈS DE L'AVOCATE GISÈLE HALIMI

Le ministre des Moudjahidine loue les qualités de la défunte

P. 3

TUTELLE DE L'ANSEJ

Officiellement auprès du ministre délégué chargé de la micro-entreprise

P. 4

SANTÉ

REFLUX GASTRO-OESOPHAGIEN
Les boissons à éviter... et celles qu'on peut boire

P.p 12-13

FOOTBALL

La FAF valide l'arrêt de la compétition, le CRB déclaré champion 2019-2020

P. 21



LIVRE - PARUTION

Parution de "Femmes ayant marqué l'histoire de l'Algérie" de Mostéfa Khiaïti

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Deux terroristes abattus dans la wilaya d'Ain Defla

P. 24

AID EL ADHA

Les journées du 31 juillet et 1^{er} août chômées et payées



Les journées du vendredi 10 et samedi 11 Dhou El Hidja 1441 de l'Hégire correspondant au 31 juillet et au 1^{er} août 2020, jours de l'Aid El Adha, seront chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, indique mercredi un communiqué de la Fonction publique. "A l'occasion de la fête de l'Aid El Adha et conformément à la loi n 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, les journées du vendredi 10 et samedi 11 Dhou El Hidja 1441 de l'Hégire, correspondant au 31 juillet et 1^{er} août 2020, sont chômées et payées pour l'ensemble des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué de la Direction générale de la Fonction publique.

Toutefois, relève la même source, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précitées, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté.

ARABIE SAOUDITE - HADJ

Début des rituels du Hadj à la Mecque

Les Hadjis ont commencé mercredi les rituels du Hadj qui se déroule à La Mecque cette année en format très restreint et dans le respect de nombreuses précautions sanitaires pour cause de pandémie de coronavirus (Covid-19). Portant un masque et se tenant à distance les uns des autres, les fidèles ont tourné autour de la "Kaaba", au cœur de la Grande mosquée de La Mecque, selon des images en direct des télévisions saoudiennes.

Contrairement à l'accoutumée et pour cause de pandémie de Covid-19, les hadjis ne seront pas autorisés à toucher la Kaaba afin de limiter les risques d'infection, ont indiqué les autorités saoudiennes, disant avoir déployé cliniques mobiles et ambulances sur le terrain pour faire face à toute éventualité.

Ryadh a indiqué que seulement un millier de fidèles résidant dans le royaume seraient autorisés cette année, les médias locaux faisant état de quelque 10.000, soit une infime fraction des 2,5 millions de fidèles ayant accompli les rituels du Hadj en 2019.

Les hadjis ont été soumis à des contrôles de santé et placés en quarantaine à leur arrivée à La Mecque ce week-end. Leurs bagages ont été désinfectés, selon des images des médias saoudiens.

ABATTOIR D'EL HARRACH

Ouvert les jours de l'Aid El Adha

La Direction Générale de l'Etablissement de gestion des abattoirs et de la poissonnerie d'Alger a annoncé l'ouverture de l'abattoir d'El Harrach pendant les deux jours de l'Aid El Adha pour le sacrifice des moutons. Selon un communiqué publié sur la page Facebook dudit établissement de wilaya, l'Etablissement de gestion des abattoirs et de la poissonnerie d'Alger "informe l'ensemble des citoyens que l'abattoir d'El Harrach sera ouvert et fonctionnera pendant les deux jours de l'Aid El Adha, vendredi 31 juillet et samedi 1^{er} août". Ainsi, les citoyens pourront s'orienter vers l'abattoir d'El Harrach pour l'abattage de bœufs, bêtes, et bénéficier d'autres services, ajoute le communiqué, soulignant que l'abattoir demeurera fonctionnel durant les jours qui suivront l'Aid.

Le communiqué a souligné l'attachement constant dudit établissement à assurer tous les moyens matériels et humains pour prodiguer les prestations nécessaires de service public.

RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

Mostaganem accueille plus de 102 citoyens rapatriés de Kiev



Quelque 102 citoyens algériens ont été rapatriés mardi soir à partir de Kiev et acheminés vers la wilaya de Mostaganem via l'aéroport d'Oran, a-t-on appris mercredi des services de la direction locale des transports.

Après les procédures administratives et sanitaires d'usage accomplies au niveau de l'aéroport international "Ahmed-Benbella", les citoyens concernés, bloqués en Ukraine depuis plus de quatre mois en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), ont été conduits vers l'hôtel, lieu de confinement, situé dans la corniche de Mostaganem, a indiqué à l'APS, Mustapha Kada Belfar, le directeur local des transports.

Les concernés, pour lesquels 11 bus ont été mobilisés pour les transporter à partir d'Oran, vont être mis en confinement sanitaire, et ce, dans le cadre des mesures préventives pour lutter contre la propagation du Covid-19. Il s'agit du quatrième groupe d'Algériens rapatriés de l'étranger et accueillis par la wilaya de Mostaganem depuis la déclaration de la pandémie, portant ainsi leur nombre total à plus de 1.000 citoyens, en attendant l'arrivée jeudi d'un autre groupe en provenance de Doha (Qatar), a fait savoir le même responsable. Parallèlement à cela, 222 citoyens, rapatriés de Toulouse (France) ont vu leur période de confinement à Mostaganem levée mardi. La direction locale des transports a mobilisé plus d'une dizaine de bus pour les acheminer vers leur lieu de résidence dans plusieurs wilayas du pays, a encore souligné M.Belfar.

Tizi-Ouzou accueille plus de 400 ressortissants algériens rapatriés de France et d'Angleterre

Quelque 461 ressortissants algériens bloqués en France et en Angleterre, à cause de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont été reçus dans nuit de mardi à mercredi, dans des hôtels de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mercredi, du directeur local de l'artisanat et du tourisme, Rachid Gheddouchi. Sur ces 461 ressortissants, 185 sont arrivés de Montpellier et 276 autres de Londres, à bord de 25 bus qui ont été mobilisés par les autorités de wilaya pour assurer leur transport à partir de l'aéroport international Houari Boumediene vers Tizi-Ouzou, a-t-on ajouté. "Tous les services ont été mobilisés et toutes les conditions pour la réussite de cette opération qui s'est achevée ce mercredi à 5h, afin d'assurer à ces ressortissants une bonne prise en charge durant leur confinement qui durera 14 jours", a indiqué M. Gheddouchi. Arrivés à Tizi-Ouzou, ils ont été admis dans dix (10) établissements hôteliers réquisitionnés à travers le chef-lieu de wilaya et dans d'autres localités notamment Tigzirt, à cet effet, a ajouté ce même responsable.

JEUNE ALGÉRIEN DÉCÉDÉ EN BELGIQUE

Rapatriement de la dépouille du jeune algérien Akram, décédé en Belgique

La dépouille mortelle du défunt Kadri Abderrahmane Ridha dit Akram, décédé à Anvers (Belgique) en date du 19 juillet 2020, dans des circonstances non encore élucidées, arrivera mercredi à Alger, a annoncé mardi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (MAE), Abdelaziz Benali Cherif.

Il est à rappeler que l'Algérie a exigé à ce que toute la lumière soit faite sur les circonstances de la mort de ce citoyen algérien.

Les autorités compétentes du Royaume de Belgique "ont ainsi été saisies officiellement à l'effet de fournir des informations exhaustives et détaillées sur les circonstances exactes de l'arrestation et du décès de notre compatriote et ce, conformément à la convention consulaire du 17 mai 1979 entre l'Algérie et la Belgique", note le porte-parole du MAE dans une déclaration transmise à l'APS. "Nos représentations diplomatique et consulaire en Belgique restent en contact permanent avec les autorités officielles belges ainsi qu'avec la famille du défunt et son avocat", a-t-il encore précisé.

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

7 individus sous contrôle judiciaire pour vol de matériels électroniques et électriques (GN)

Sept (7) personnes ont été placées sous contrôle judiciaire dans une affaire de vol de matériels électroniques et électriques au complexe Sider El Hadjar d'Annaba, a-t-on appris mardi, auprès de la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

Une huitième personne présentée dimanche avec ce groupe dans la même affaire devant le juge instructeur près le tribunal d'El Hadjar a été relaxée, selon la même source. La brigade de la Gendarmerie d'El Hadjar a ouvert, juin passé une enquête suite à une plainte contre x faite par le complexe Sider El Hadjar à la suite de la disparition de matériels électroniques et interrupteurs électriques à l'unité du Haut fourneau n 2, a-t-on indiqué. Le directeur général du complexe Sider El Hadjar, Réda Belhadj, a déclaré à l'APS qu'après la plainte contre x déposée dans l'affaire de disparition de matériel électroniques et électriques, l'administration du complexe a procédé à la suspension à titre conservatoire de huit (8) employés travaillant dans la zone, où a eu lieu le vol.

Le même responsable a précisé que les équipements disparus ont été remplacés tandis que le Haut fourneau n 2 demeure à l'arrêt depuis mars passé dans le cadre des mesures préventives contre le Covid-19 "mais est prêt à reprendre l'activité".

Le complexe dispose actuellement d'un stock suffisant de produits semi-industrialisés nécessaires pour le fonctionnement des autres unités productives du complexe, a ajouté le responsable du complexe.

CONSTANTINE

Arrestation d'un individu pour agression d'un médecin

Les éléments de la troisième sûreté urbaine relevant de la sûreté de wilaya de Constantine ont appréhendé un jeune pour agression d'un médecin permanencier au cours de l'exercice de sa fonction, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sûreté. Selon le même document, l'agresseur, âgé de 25 ans, s'était présenté dans la nuit au service des urgences chirurgicales du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis exigeant du staff médical l'ablation du plâtre qu'il porte à la main.

Le médecin permanencier a tenté d'expliquer au jeune que des cas plus critiques nécessitent une prise en charge immédiate par le staff médical et paramédical en poste quand le jeune s'est mis à l'insulter, a-t-on souligné. Une alerte a été donnée et des éléments de la police se sont dépêchés sur les lieux, de suite, a-t-on précisé. Présenté devant le tribunal de Constantine pour "agression d'un fonctionnaire dans l'exercice de sa fonction", le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, a-t-on conclu.

ALGER

Inauguration d'un pont liant Oued Ouchayah et Benghazi

Le pont à double voie suspendu sur une distance de 1200 mètres reliant la commune d'Oued Ouchayah et la localité de Benghazi à Baraki a été inauguré mardi conjointement par le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali et le Wali d'Alger, Youcef Chorfa.

En marge d'une visite d'inspection des projets relevant du secteur des Travaux publics à Alger, M.

Chiali a affirmé que le pont liant Oued Ouchayah et Benghazi (dite El Ghouazi) constituerait une sorte d'échappatoire pour quitter Alger centre vers les destinations ouest et sud de la capitale, et contribuerait au désengorgement du trafic routier notamment pour les communes de Bir Mourad Raïs et Bir Khadem.

Après avoir donné le feu vert pour le lancement des travaux d'un pont routier de 80 mètres reliant les deux rives d'Oued El Hamiz, à savoir Bordj El Bahri et Bordj El Kiffan, le ministre a estimé que ce projet aiderait, lui, à décongestionner l'est de la capitale et désobstruer la RN 24. Ce pont permettra également d'ouvrir des horizons socio-économiques dans la région Alger-est, a-t-il souligné. Plutôt dans la journée, M. Chiali s'est enquis du projet d'aménagement du front maritime de Bateau Cassé à Bordj El Kiffan, où il a écouté un exposé détaillé sur la situation dans cette région qui se convertira, vraisemblablement, à un port de divertissement et une promenade tout autant que Les Sablettes, et se verra dotée des moyens d'amusement et de détente.

LIQUIDITÉS DANS LE RÉSEAU POSTAL A l'ordre du jour d'une réunion interministérielle

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a présidé, mardi, une réunion interministérielle consacrée à l'examen de la situation de la disponibilité des liquidités dans le réseau postal face à la pression de la demande de la clientèle qui s'exerce à travers les titulaires de 22 millions de comptes de chèques postaux actifs, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Il importe d'indiquer également que le montant total des retraits d'argent des bureaux d'Algérie poste atteint en moyenne près de 400 milliards de DA par mois, note la même source.

La crise sanitaire liée au coronavirus (Covid-19) a engendré des contraintes supplémentaires induites par les nouvelles règles d'organisation du travail, de respect de la distanciation physique et d'accès aux bureaux de poste. A cela s'ajoute également l'indisponibilité d'une partie des personnels féminins ayant la garde d'enfants et également des personnels victimes de contamination au Covid-19.

Il en résulte ainsi que la situation actuelle ne se pose pas en termes de disponibilité de liquidités, mais elle est plutôt la résultante d'une conjonction de faits particulière liée aux



impacts de la situation sanitaire qui a provoqué un ralentissement de l'économie avec ses conséquences sur la circulation et de recyclage des liquidités, relève le communiqué. Pour faire face à cette situation et réduire ses incidences, le Premier ministre a instruit les départements et services concernés sur :

- La nécessité d'étaler, pendant tout le mois calendaire, le versement des salaires, des retraites et des aides sociales de l'Etat et d'adapter les horaires de travail des bureaux de postes en fonction de la demande exprimée,
- L'élargissement de l'accès aux guichets automatiques des banques en mettant en œuvre

rapidement l'interopérabilité des systèmes monétiques d'Algérie Poste et celui des banques,

- La nécessaire implication des walis pour superviser et accompagner par des escortes les mouvements de fonds entre les agences excédentaires et les agences en déficit de liquidité,
- L'accélération du processus permettant aux banques et établissements financiers de verser leurs excédents de trésorerie dans les bureaux de postes,

- Enfin, l'encouragement des acteurs de la société civile à apporter leur assistance à l'organisation des files d'attente à l'extérieur des bureaux de postes et faire respecter les règles de distanciation physique avec l'aide des services de sécurité qui sont constamment mobilisés pour la sécurité des citoyens, conclut la même source.

DÉCÈS DE L'AVOCATE GISÈLE HALIMI Le ministre des Moudjahidine loue les qualités de la défunte

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a adressé un message de condoléances à la famille de l'avocate Halimi Gisèle décédée mardi à l'âge de 93 ans, dans lequel il a vanté les qualités de la défunte et sa défense de la cause algérienne lors de la guerre de libération. La défunte "a défendu les militants algériens détenus durant les années 50 du siècle passé aux côtés de ceux qui ont bâti un pont aérien entre Paris et Alger en aller-retour pour la défense de nombre de moudjahidine parmi les prisonniers ou ceux ayant été injustement condamnés", a écrit M. Zitouni. Et d'ajouter que la défunte "a affirmé à chaque occasion que la majorité des moudjahidine et moudjahidate prisonniers ont subi de tortures les plus atroces,

à l'instar de Djamilia Boupacha qui était à ses yeux un symbole de combat et de militantisme de la femme algérienne contre le colonisateur". Née en Tunisie, la regrettée "s'est engagée depuis son jeune âge à défendre plusieurs causes justes, et a combattu jusqu'à l'indépendance d'abord de la Tunisie puis de l'Algérie", a-t-il encore rappelé, revenant sur son parcours durant lequel elle a "énergiquement dénoncé la torture exercée par l'armée française, et a plaidé pour les militants algériens prisonniers ou poursuivis par l'administration française lors de la glorieuse révolution algérienne".

Au lendemain de l'indépendance, poursuit le ministre, la défunte a poursuivi "son parcours militant au service de ceux qui se battaient pour la liberté des peuples et

le recouvrement de la dignité humaine dérobée, avant qu'elle ne se lance dans la défense de la cause palestinienne en plaidant pour les militants palestiniens dans les tribunaux israéliens".

La défunte finit comme "membre du jury du tribunal Russell sur la Palestine (TRP) tout en s'employant à unifier les lois sur les droits de la femme européenne", a-t-il écrit.

En cette douloureuse occasion, M. Zitouni présente à la famille de la défunte ses sincères condoléances et sa profonde compassion, affirmant qu'avec "le décès de Gisèle Halimi, nous aurions perdu une des femmes qui ont donné des leçons sur les principes, les valeurs humanistes et les idéaux de justice et de liberté", a-t-il conclu.

INCENDIES-BILAN

Un pic de 66 incendies/jour sur 20 wilayas atteint le 27 juillet (DGF)

Un pic de 66 incendies par jour a été atteint le 27 juillet 2020 à 17h au niveau de 20 wilayas, nécessitant l'intervention des hélicoptères de la Protection civile pour les éteindre, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale des Forêts (DGF).

"La canicule qui a sévit ces trois derniers jours a provoqué de nombreux feux de forêts dont un pic de 66 incendies/jour sur 20 wilayas a été atteint le 27 juillet 2020 à 17h, dont certains ayant constitué une menace pour les populations rurales. Ce qui a nécessité l'intervention des hélicoptères de la Protection civile", a précisé la DGF.

Parmi les wilayas les plus touchées par ces feux de forêts, figurent Tizi Ouzou, Béjaïa, Sétif et Tipaza. Selon le bilan arrêté au 25 juillet 2020, au moins 4271 hectares de superficie ont été parcourus par le feu pour 814 foyers d'in-

cendies, dont 1498 ha constitués d'espaces forestiers, 1230 de maquis et 1548 ha de broussaille, a ajouté la même source, ajoutant qu'une moyenne de 15 foyers d'incendies/jour a été enregistrée. Dans ce contexte, la DGF a affirmé qu'elle avait pris toutes les mesures nécessaires pour une gestion efficace de ce fléau et a mis en place le dispositif de surveillance et d'intervention comprenant notamment 407 postes de vigies avec un effectif de 960 éléments et de 478 brigades mobiles pour la première intervention ayant un effectif de 2387 agents des forêts.

La DGF a également mobilisé 32 camions citernes de grandes capacités pour l'approvisionnement en eau des camions de lutte et des brigades mobiles de première intervention, 2820 points d'eau en forêt ou à proximité, 7483 ouvriers issus de 756

chantiers des entreprises engagées dans la réalisation des travaux forestiers et 20 colonnes mobiles d'intervention couvrant la totalité de la région du Nord du pays, disposant chacune de 8 camions citernes feux de forêts légers. Abordant les causes à l'origine de ces incendies, la DGF a précisé que les enquêtes effectuées ont révélé principalement "l'imprudence et la négligence des citoyens qui continuent à faire usage du feu pour incinérer les résanants et les résidus issus des travaux agricoles". "Des pratiques à éviter en cette canicule et qui engendrent hélas des dégâts préjudiciables au patrimoine forestier", a-t-elle relevé tout en alertant quant à "l'imprudence" constatée dans certains chantiers qui utilisent des outils dégageant des étincelles en pleine canicule.

Face à cette situation, la DGF a lancé un appel aux ci-

toyens pour observer une plus grande vigilance pour la sauvegarde du patrimoine forestier. Par ailleurs, la Direction générale des forêts a affirmé que le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Hamid Hemdani a tenu à rendre un "grand hommage" à l'ensemble des forestiers pour leur engagement aux côtés des services de la protection civile dans la lutte contre les incendies survenus durant les trois derniers jours.

"M. Hemdani a salué le professionnalisme de certains conservateurs de forêts qui continuent à orienter les interventions en dépit de leur confinement imposé par les médecins pour cause du COVID (dont des certains éléments testés positifs), tout en leur souhaitant un prompt rétablissement", a-t-elle encore mentionné.

APS

ALGÉRIE-ONU-CONSTITUTION

Entretien entre le président du Conseil constitutionnel et un expert français

Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche, tiendra mercredi par visioconférence une séance de travail avec le constitutionnaliste français, Pr Dominique Rousseau et ce, dans le cadre des activités de coopération internationale, indique mardi un communiqué du Conseil.

Cette rencontre se déroulera en présence des membres du Conseil constitutionnel, des directeurs d'études et de recherches du Centre des études et de recherches constitutionnelles, et des cadres de l'administration ainsi que de M. Edwin Carrie, représentant adjoint du programme des Nations unies pour le développement en Algérie. L'entretien s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération liant le Conseil constitutionnel au programme des Nations unies pour le développement, intitulée "la constitution au service du citoyen: projet d'appui au conseil constitutionnel", et va porter sur l'élaboration d'une stratégie de communication visant la diffusion de la culture constitutionnelle ainsi que la duplication des meilleurs pratiques étrangères en la matière, précise le communiqué.

L'objectif, expliqua-t-on de même source, est de promouvoir la culture constitutionnelle auprès du citoyen algérien, des praticiens du Droit et des différents intervenants dans la concrétisation du mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité, consacré par l'article 188 de la Constitution, en l'occurrence les juridictions et les institutions publiques. "Ces efforts s'alignent aux aspirations du Conseil constitutionnel pour la concrétisation de l'Etat de droit et la protection des droits et libertés ainsi que l'enracinement d'un nouveau modèle de gouvernance basé sur une démocratie participative efficace et qui préserve, au citoyen, ses droits et libertés constitutionnels", conclut le communiqué du Conseil constitutionnel.

EMPLOI DES JEUNES L'ANSEJ officiellement placée sous tutelle du ministre délégué chargé de la micro-entreprise (JO)

L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) est officiellement mise sous tutelle du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise, en vertu d'un décret exécutif publié au dernier journal officiel (N 41). Daté du 20 juillet 2020, le décret a conféré au ministre délégué auprès du

Premier ministre chargé de la micro-entreprise, le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. A travers ce nouveau texte, les dispositions du décret exécutif du 5 mai 2020 conférant au ministre de la micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance, le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes ont été abrogées.

A noter que ce changement intervient après le remaniement ministériel du 23 juin dernier où il a été décidé de créer des postes des ministres délégués auprès du Premier ministre, dont un chargé de la micro-entreprises et autre chargé de l'économie de la connaissance et des start-ups. L'Ansej dépendait auparavant du ministère du Travail et de l'emploi. Mais, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune avait instruit le 9 mars dernier le Gouvernement, lors d'une réunion du Conseil des ministres, de rattacher l'agence au nouveau ministère des Micro-entreprises, des start-up et de l'économie du savoir.

UNIVERSITÉ "L'excellence et l'innovation, piliers du plan de travail du secteur de l'enseignement supérieur"

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis en exergue, mardi à Chlef, le rôle de l'excellence et de l'innovation dans le plan de travail de son département.

« Le plan de travail du secteur de l'enseignement supérieur proposé dans le cadre du plan d'action du gouvernement s'appuie, essentiellement, sur l'excellence et l'innovation », a précisé le ministre à l'ouverture des travaux du symposium régionale des universités de l'ouest abrité par le pôle universitaire d'Ouled Farès de Chlef.

L'élévation des prestations des établissements de l'enseignement et la recherche à hauteur des références internationales en la matière figure, également, parmi le plan d'action en question, a-t-il ajouté, signalant que l'objectif recherché consiste à transformer ces lieux de la science et du savoir en « véritables appuis du développement global du pays. » Outre la conjugaison des efforts et la mobilisation des forces actives du secteur, la réalisation de cette aspiration exige le développement des méthodes de communication à tous les niveaux ainsi que la consolidation de la capacité d'écoute aux intérêts et préoccupations légitimes des composants de la famille universitaire et scientifique « afin de les prendre en charge à temps ». Afin d'atteindre ces objectifs, il est, selon lui, plus

nécessaire de mobiliser les énergies et les capacités en vue de « changer les visions et les procédés d'organisation et les méthodes de travail, en recourant à des approches participatives dans l'administration et la gestion, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance universitaire basée sur la mise en œuvre des concepts de transparence et de participation. Cette approche nécessitant le recours à un procédé « osé » de communication à la faveur duquel les enseignants, les chercheurs et les étudiants sont transformés en énergie positive et en acteurs dynamiques dans la réalisation du plan de développement de l'établissement à moyen et long terme, par le biais de la consolidation des mécanismes de concertations et de dialogue visant à surmonter les difficultés entravant l'accomplissement du travail, limitant l'esprit d'initiative et affaiblissant la capacité d'innovation et de renouveau.

Il a, par ailleurs, noté que la feuille de route proposée par le secteur comporte un certain nombre de grands chantiers ouverts assurés, en particulier, la consolidation des pôles d'excellence, et l'ou-



verture réelle sur l'environnement économique et social à la faveur de la consolidation de la relation entre l'université et l'entreprise et de l'instauration de liens durables entre les espaces de la formation, de la recherche et de la production.

Abordant la situation sanitaire traversée par le pays, il a mis l'accent sur le fait que celle-ci ne doit aucunement décourager la famille universitaire à relever le défi consistant à permettre aux établissements de l'enseignement supérieur d'accomplir leurs missions notamment celles inhérentes à la formation et la recherche.

« Il n'échappe à personne que le secteur de l'enseignement supérieur est un secteur sensible et vital au regard des espoirs qui y sont fondés dans la formation des ressources

humaines hautement qualifiées, ainsi que dans la contribution dans le développement de la connaissance laquelle constitue la base de tout développement durable dont le facteur humain représente la finalité première. Outre l'amélioration de la qualité de la formation et de l'enseignement qu'elle exige, la réalisation de ces objectifs reste tributaire de l'élévation du niveau de la recherche de telle sorte à répondre aux exigences de la société des informations et de l'économie basée sur la connaissance.

À l'en-tête de sa visite, le ministre s'est rendu à la ville côtière de Ténès où il a inauguré l'Institut des sciences de la mer, « un acquis permettant à l'université de s'ouvrir pleinement sur son environnement économique ».

PÊCHE-DÉVELOPPEMENT "Le programme de relance du secteur de la pêche prévoit la production de 166.000 tonnes de poissons par an"

Le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi a annoncé, mardi à Mostaganem, un nouveau programme de relance économique et social du secteur de la pêche qui prévoit une production de 166.000 tonnes de poissons par an. Dans une déclaration à l'APS en marge de sa visite dans la wilaya de Mostaganem, Sid Ahmed Ferroukhi a indiqué que la moyenne nationale annuelle est actuellement à 100.000 tonnes, soulignant que l'ambition est d'atteindre 166.000 t/an.

Cet objectif, permet selon le ministre, de satisfaire les besoins des consommateurs, de renforcer le marché national en espèces diversifiées de produits halieutiques contribuant à introduire des protéines marines aux régimes alimentaires des Algériens, il a fait savoir, au passage, que

le secteur a tracé des objectifs annuels pour développer les activités de la pêche et de l'aquaculture et est actuellement en phase de concrétisation de la feuille de route au niveau des wilayas.

Ce programme permet de développer l'activité de la pêche en haute mer en préservant les activités de la pêche côtière, en plus de développer la filière aquaculture parallèlement avec la relance de la fabrication et l'économie bleue permettant de créer la richesse et de nouveaux emplois. Le ministre a mis l'accent aussi sur la contribution des activités de la pêche sous toutes ses formes à l'économie nationale, ce qui nécessite de nouveaux critères pour jouer son rôle essentiel à l'économie générale et locale, fournir de nouveaux produits en créant la valeur ajoutée et l'emploi.

Abordant les retombées de la pandémie du coronavirus sur le secteur de la pêche et des produits halieutiques, M. Ferroukhi a fait savoir que l'Etat a pris en charge les professionnels quoique leurs activités n'ont pas été totalement suspendues en comparaison avec celle d'autres secteurs, à la faveur des efforts des autorités locales qui ont contribué à la disponibilité des conditions adéquates pour la poursuite de l'activité et l'approvisionnement des marchés en produits de mer. Plus de 15.000 professionnels sont actifs dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture au niveau national ont bénéficié de l'allocation de solidarité décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en dépit de l'impact de la pandémie qui a été limité certains sites de production et de commercialisation.

ENVIRONNEMENT Nécessité de rattraper les retards accusés dans les projets

Au cours d'une réunion avec les cadres de son administration centrale, le ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats a instruit mardi les responsables des différents établissements relevant du secteur, de remédier aux lacunes et de rattraper les projets accusant du retard ou en souffrance.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre du suivi du respect par ces établissements quant aux missions et programmes qui leur ont été confiés, ajoute-t-on de même source. L'Algérie a adopté la stratégie et le plan d'action nationaux en matière de l'environnement à l'horizon 2030. Parmi les objectifs de cette stratégie, figurent l'investissement dans les écosystèmes naturels et la valorisation des filières clés de la biodiversité contribuant à la création d'emplois pérennes et de la valeur ajoutée à l'économie nationale.

Quant aux Plan national climat (PNC), il comporte plusieurs actions et mesures, à même de faire face aux

changements climatiques, à l'instar des mesures d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, l'accompagnement et la gouvernance.

Le Plan d'action du ministère adopté au titre du Plan d'action du Gouvernement, repose sur plusieurs axes, consistant essentiellement en la transition écologique qui comporte le passage vers l'économie circulaire, l'économie verte orientée vers les technologies vertes, la gestion intégrée des régions sahariennes, la gestion intégrée des régions sahariennes et enclavées, et la protection et la valorisation de toutes les richesses et ressources du Sud.

De plus, le ministre a adopté dans le cadre de son plan d'action, l'axe relatif à la transition socio-environnementale qui comprend la réalisation de la croissance verte à travers la citoyenneté environnementale et l'écotourisme saharien ainsi que l'implication de la société civile.

PARTENARIAT ALGÉRO-CHINOIS "Des projets en vue dans plusieurs activités industrielles"

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham a fait état mardi à Alger de plans pour le lancement de plusieurs projets de partenariat avec des entreprises chinoises dans plusieurs domaines d'activités industrielles.

Au terme de sa rencontre avec le Directeur général de la filière algérienne de China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), Zhong Benfeng, le ministre a indiqué que la rencontre a porté sur l'avenir et perspectives des relations entre le secteur public et privé algérien et les sociétés chinoises en général et l'entreprise CCECC en particulier.

A cet effet, le ministre a précisé que la société CCECC a proposé le financement et l'adhésion, non pas

en tant qu'entrepreneurs comme par le passé mais plutôt en tant qu'investisseurs et partenaires dans plusieurs projets considérés comme étant importants pour l'économie nationale. Entre autres domaines d'investissement proposés, M. Aït Ali a cité "la réalisation et la gestion des zones industrielles et zones d'activités, le renouvellement du matériel industriel et la relance de certains groupes et secteurs à l'arrêt", considérant que la société CCECC dispose de l'expertise technique et des moyens financiers pour la réalisation de ces projets. Parallèlement aux propositions de la société chinoise, le ministre a précisé que la partie algérienne a présenté à l'entreprise "la nouvelle vision algérienne pour

relancer l'économie, les textes et les nouvelles législations qui permettent d'établir des partenariats avec une nouvelle approche. De son côté, M. Zhong Benfeng a déclaré que son entreprise "présente au ministre ses potentialités dans plusieurs domaines industriels", ajoutant qu'elle "souhaite contribuer au développement du secteur industriel en Algérie". Présente en Algérie depuis 1985 dans plusieurs projets, l'entreprise CCECC active dans plusieurs domaines dont les chemins de fer, les tunnels, les routes, les ports et aéroports. Au plan international, la société est présente dans 103 pays à travers les régions du monde (Asie, Europe, Afrique et Amérique).

APS

PÊCHE-INFRASTRUCTURES Mostaganem : Sid Ahmed Ferroukhi procède au lancement du programme national de maintenance des ports de pêche

Le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a présidé mardi à Mostaganem le lancement du programme national de maintenance des infrastructures portuaires.

Donnant le coup d'envoi des travaux de désensablement à l'entrée du Petit port dans la commune de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de Mostaganem), Sid Ahmed Ferroukhi a indiqué que cet "ambitieux programme" adopté par le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques en coopération avec les ministères des Travaux publics, porte sur l'entretien de 27 infrastructures portuaires le long du littoral algérien.

Le projet de désensablement du Petit port, confié à un groupe national spécialisé dans les travaux publics, permet l'ouverture d'un passage maritime d'une superficie de 20.000 mètres carrés et l'enlèvement de 55.000 mètres cubes de sable pour un coût global de 120 millions DA.

Au cours de sa visite, une étude a été présentée au ministre sur la deuxième phase de l'opération de désensablement définitive de cette infrastructure portuaire avec l'extension du front de mer principal sur une longueur de quatre (4) mètres et la réalisation d'un deuxième bassin devant accueillir

un plus grand nombre d'embarcations de pêche pour un coût de 1,5 milliard DA.

Sid Ahmed Ferroukhi a insisté, à l'occasion, sur l'achèvement des travaux d'urgence "dans 15 jours afin de relancer l'activité de pêche dans ce port qui revêt une grande importance économique et sociale, surtout qu'il peut accueillir environ 200 embarcations de Mostaganem et des wilayas avoisinantes et constitue une source de vie pour 2.000 familles."

Le ministre a inauguré la poissonnerie moderne de cette infrastructure portuaire, avant de rencontrer des professionnels à l'abri de réparation des filets, récemment réceptionnés, les exhortant à s'organiser en coopératives professionnelles pour s'engager dans le nouveau programme de relance du secteur de la pêche et contribuer ainsi au programme de relance économique et sociale.

Deux conventions ont été paraphées lors de la visite ministérielle entre la Direction de wilaya de la pêche et des produits halieutiques et l'entreprise de gestion des ports et abris de pêche pour gérer de la nouvelle poissonnerie et une autre entre la chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture et la société algérienne d'assurances "CAAT" pour élargir l'assurance aux biens et outils de production n.

CENTRE UNIVERSITAIRE D'ILLIZI Deux nouvelles spécialités prévues pour la rentrée universitaire 2020/2021

Deux nouvelles spécialités seront ouvertes au centre universitaire Cheikh Amoud Ben Mokhtar d'Illizi, au titre de la prochaine rentrée universitaire (2020/2021), a-t-on appris mercredi auprès des responsables de ce pôle scientifique.

L'introduction de ces nouvelles spécialités dans le cursus universitaire, à savoir l'informatique et les mathématiques, qui s'inscrit dans le cadre de la promotion de la recherche scientifique, de répondre aux exigences de la modernisation, permettra de renforcer le choix de la formation universitaire aux étudiants, a indiqué le directeur du centre, le professeur, Aboubakr Moussa.

Cet établissement relevant de l'enseignement supérieur dispose actuellement de deux spécialités, à savoir les sciences juridiques, et sciences économiques et commerciales, a-t-il ajouté. Les responsables de ce pôle scientifique ambitionnent l'ouverture à moyen terme de nouvelles spécialités, dont notamment les longues, et la technologie, dans le cas

de la levée de gel sur le projet de 1.000 places pédagogiques, ce qui permettra d'assurer une meilleure prise en charge pédagogique, et aussi l'élargissement des possibilités d'intégrer d'autres spécialités, a-t-il précisé.

Le centre sera également renforcer au titre de la nouvelle saison universitaire d'un nouveau staff pédagogique, pour assurer un encadrement performant aux étudiants, a fait savoir le même responsable. S'agissant de la reprise des activités pédagogiques dans la situation sanitaire actuelle provoquée par la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), il a indiqué qu'une cellule a été mise en place chargée du suivi de la clôture de la saison universitaire et la préparation de la



prochaine rentrée universitaire. Elle est chargée également de la mise en œuvre de toutes les mesures préventives au niveau des services et structures du centre universitaire, et d'assurer une rentrée progressive des étudiants dans de bonnes conditions sanitaires et pédagogiques, a-t-il expli-

qué. Le centre universitaire Cheikh Amoud Ben Mokhtar d'Illizi a recensé au titre de la dernière saison universitaire 968 étudiants répartis dans les spécialités des sciences juridiques, et sciences économiques et commerciales, encadrés par 30 enseignants, tous grades confondus.

INCENDIES À TIARET ET SÉTIF D'importants dégâts enregistrés au 3^e jour

Les incendies qui se sont déclarés dans les wilayas de Tiaret et de Sétif samedi soir ont fait d'importants dégâts et les efforts pour les éteindre se sont poursuivis mardi pour le troisième jour consécutif.

Les équipes mobilisées dans les deux wilayas ont rencontré des difficultés à maîtriser les incendies à cause des vents et de la canicule, deux facteurs propices à leur propagation. Alors qu'à Tiaret, les enquêtes préliminaires ont démontré qu'il s'agissait d'un acte criminel, dans la wilaya de Sétif, l'origine du sinistre n'a pas encore été déterminée. Dans la wilaya de Sétif, 20 habitations du village Illitène, distant de 10 km du chef-lieu de la commune Béni Chebana (nord de la wilaya) ont été endommagées par le feu, qui s'était déclaré dimanche à Agamoun dans la commune de Bouslam.

D'après le secrétaire général de la commune de Béni Chebana, Mokrane Akoum, les flammes ont occasionné dans la nuit de lundi, des dommages aux habitations du village qui compte 900 habitants, aux troupeaux, aux récoltes ainsi qu'à la forêt de la localité. Face à l'ampleur du sinistre, les habitants avaient dû quitter le village jusqu'à la circonscription totale des flammes dans la matinée par les sapeurs-pompier, qui ont mobilisé d'importants moyens.

L'incendie qui s'est déclaré à Agmoun (commune de Bouslam), s'était propagé dans les mechtas de la région de Béni Djemati (commune de Béni Chebana) à la faveur du vent, de la canicule et du relief difficile d'accès de cette région montagneuse. Selon le chargé de communication à la direction de la Protection civile, le capitaine Ahmed Laamamra, les flammes

se sont propagées rapidement lundi soir avec le pic de la canicule parcourant de vastes superficies de forêts et de vergers arboricoles parvenant jusqu'aux lisières de certaines localités peuplées. L'officier a expliqué que le feu a ravagé d'importantes surfaces de terres agricoles causant des difficultés de respiration à des personnes âgées, soulignant que des équipes de la protection civile sont intervenues pour secourir et évacuer certaines personnes.

Le dispositif d'intervention mobilisé par la protection civile avec les colonnes mobiles de Sétif et Bordj Bou Arreridj et trois (3) hélicoptères a été encore renforcé par les colonnes mobiles des wilayas de Batna, Constantine et Mila, a fait savoir le capitaine Laamamra. 146 sapeurs-pompier de différents grades, 30 camions anti-incendie, trois ambulances, deux cars et 7 véhicules de commandement sont mobilisés. Laya de Bejaia) ont été dépêchées pour combattre le feu. Des centaines de citoyens de la région ont également pris part aux interventions, selon la même source.

À titre préventif, l'entreprise de la concession de distribution de l'électricité et du gaz a interrompu la distribution de l'électricité et du gaz dans la région. À Tiaret, des centaines d'hectares ont été détruits dans l'incendie qui s'est déclaré dimanche dans la forêt de la Plateau, selon un bilan préliminaire de la Conservation des forêts. Et, les efforts se poursuivaient pour venir à bout du feu.

Les vents et la canicule enregistrée dans la région, ajoutés à la nature des arbres (pin d'Alep) rapidement inflammables, ont contribué à l'extension de l'in-

cidie aux zones forestières mitoyennes et aux agglomérations riveraines, notamment Guertoufa et Tagdamet, a-t-on fait savoir.

L'incendie qui a endommagé une grande superficie de pinèdes et causé la perte de nombreux oiseaux et animaux, est maîtrisé à une large échelle, a assuré le chargé d'information auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya de Tiaret, le capitaine Rabah Boukhari, ajoutant qu'il reste à empêcher de se raviver quelques petits foyers de feu. L'opération d'intervention des services de la protection civile pour circonscrire l'incendie a mobilisé d'importants moyens humains et matériels, et a nécessité un renfort de Relizane et de Djelfa, en plus du soutien des agents et du matériel des subdivisions des forêts de la wilaya et d'éléments de l'Armée nationale populaire ainsi que des services de la sûreté et du secteur des travaux publics, a-t-on fait savoir. A noter que de nombreux citoyens riverains à la forêt ont participé aux interventions pour aider les services mobilisés, alors que d'autres initiatives des représentants de la société civile locale ont été menées pour fournir les repas aux équipes mobilisées, dans un élan de solidarité.

La forêt du Plateau est l'une des plus importantes de la wilaya de Tiaret, connue pour sa dense végétation constituée d'arbres de pin d'Alep. La direction de l'Energie a été sommée lundi de couper l'alimentation en gaz et électricité dans les zones riveraines de l'incendie et de prendre les dispositions nécessaires pour ce qui est des lignes à haute tension d'électricité, des transformateurs et des gazoducs qui traversent la forêt.

BORDJ BOU ARRERIDJ Récupération d'assiettes foncières pour des projets d'habitat

Plusieurs assiettes foncières ont été dernièrement récupérées par voie de justice dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj en vue d'y implanter des projets d'habitat accusant du retard de lancement, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Destinés initialement à accueillir des projets d'investissements qui n'ont pas été effectivement concrétisés, ces terrains récupérés par voie judiciaire seront en priorité réservés aux projets de logements

de la formule location-vente de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) non-lancés "faute d'assiettes foncières", ont indiqué les mêmes services.

La même source a assuré aux souscripteurs AADL que "le projet 854 unités location-vente qui faute de terrain n'a pas été lancé depuis 2012 sera engagé dans les plus proches délais".

Aussi, 654 unités seront ainsi réalisées sur trois sites au chef-lieu de wilaya et 200 autres uni-

tés sur un terrain récupéré à Oued El Maleh à l'entrée Nord de la ville, a-t-on fait savoir.

Dans la commune d'El Anacer, un terrain récupéré accueillera en outre 500 unités de cette même formule de logements, est-il souligné. Inscrit en 2016, un quota de 1000 logements AADL sont actuellement en cours de réalisation à l'entrée de la ville de Bordj Bou Arreridj. Un premier lot de ce quota sera remis avant fin septembre prochain, est-il encore noté.



UNIVERSITÉ ALI LOUNICI DE BLIDA Un protocole opérationnel préliminaire en perspective de la poursuite de l'année universitaire

L'Université Ali Lounici d'El Affroune (ouest de Blida) a lancé un protocole opérationnel préliminaire adapté à la crise sanitaire de la Covid-19, en perspective de la poursuite de l'année universitaire 2019/2020, à partir du 23 août prochain, a indiqué, mardi, cet établissement de l'enseignement supérieur, dans un communiqué.

Selon ce même document émis par le Vice-rectorat chargé des relations extérieures, de la coopération, de l'animation et de la communication et des manifestations scientifiques, ce protocole sanitaire organise la reprise des cours le 23 août, et prépare la rentrée universitaire 2020/2021.

Il s'articule autour de 12 axes et prévoit un ensemble de mesures et recommandations relatives aux volets de la pédagogie, de la recherche, des relations extérieures, et de l'hébergement dans les résidences universitaires. Ainsi un calendrier a été fixé pour le retour des étudiants en salles de cours de façon à garantir les mesures de distanciation sociale et de sécurité pour toutes les parties universitaires concernées.

Selon ce même protocole, il a été décidé de redistribuer les étudiants au niveau des amphithéâtres et des salles, ainsi qu'une baisse du volume horaire des cours, de façon à assurer un retour progressif et par étapes, des étudiants. Au plan pédagogique, il est prévu un renforcement de l'enseignement à distance, et de limiter la présence des étudiants aux modules essentiels. Cet enseignement présentiel sera soutenu par un enseignement à distance, parallèlement à cela il est prévu l'intensification des sessions de formation des enseignants aux techniques d'enseignement à distance. Pour les cours nécessitant la présence des étudiants, le même protocole sanitaire préconise un programme graduel de reprise. Deux semaines (du 23 au 31 août) seront réservées pour les étudiants en Doctorat et Master2, au moment où la période du 23 août au 7 septembre sera consacrée au dépôt des thèses de Master 2, en session ordinaire, avec la programmation de leur présentation pour septembre prochain. Cette même période verra, également, le retour des étudiants de 1ère et 3ème année Licence, tandis que les deux semaines qui suivront verront le retour des étudiants de 2ème année Licence et 1ère année Master, a-t-on ajouté.

Ce protocole opérationnel, dont l'entrée en vigueur interviendra le 16 août prochain, prévoit aussi la diminution du nombre des étudiants dans chaque section, tout en laissant un écart entre les programmes fixés pour les cours de manière à les étaler jusqu'à 17h00. Les méthodes d'évaluation classiques doivent en outre, être assouplies, parallèlement à une baisse de la durée des examens et l'introduction de travaux supplémentaires pour évaluer l'étudiant. A noter l'installation le 22 juillet courant de la commission locale chargée d'examiner la possibilité de la reprise de l'enseignement, composée du recteur de l'université, des vices-recteurs, du secrétaire général de l'université, du directeur des œuvres universitaires, des responsables de la médecine préventive à l'université, des représentants des enseignants et des étudiants et du chargé de communication.

PATRONAT

Le changement de l'appellation du FCE consacre une rupture avec son ancienne gouvernance

Le changement de l'appellation du Forum des chefs d'entreprise (FCE), rebaptisé en Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), a couronné un processus de changement entamé depuis une année dans l'objectif de rompre définitivement avec son ancienne gouvernance, a affirmé mardi le président de cette organisation patronale, Mohamed Sami Agli. "Il y a eu un épisode malheureux dans notre histoire. On a toujours dit, et clairement, que la responsabilité incombe aux personnes et non pas à l'organisation, qui était victime quelque part d'une mauvaise gouvernance."

C'est la raison pour laquelle tout le monde était agité et engagé pour le changement depuis une année. On a fini ce processus de changement par la rupture avec le changement de nom", a indiqué M.

Agli dans une interview accordée au quotidien francophone "El Watan". Pour lui, ce changement se traduit d'abord par l'exclusivité de l'action en faveur de l'économie, l'éloignement total de tout engagement politique et "un retour à la concentration de l'action sur le membre de l'organisation, les délégations de wilayas et les filières".

"Désormais, l'exclusivité est à l'économie, loin de tout lobbying de tout intérêt personnel", souligne M. Agli qui a pris la tête du FCE en juin 2019, pour succéder à Ali Haddad, actuellement en prison.

Le processus de changement a été sanctionné par la dernière Assemblée générale, tenue le mercredi 22 juillet, et qui a acté la fin du FCE et la création de la Confédération algérienne du patronat citoyen.

Concernant la nouvelle appellation choisie, M. Agli a estimé qu'elle résume totalement le nouvel ADN de l'organisation: "Les membres tenaient au caractère algérien de l'organisation."

Ils ont voulu aussi insérer dans l'appellation le mot patronat et surtout lui imprimer le caractère citoyen.

Je pense qu'il est important de souligner que la citoyenneté est revenue, car nous avons prouvé depuis maintenant plusieurs mois que les membres de l'organisation et les entreprises qui la composent ce sont des sociétés citoyennes".

Interrogé si les institutions et la collectivité étaient prêtes à oublier le passif du FCE, le président de l'organisation a souligné que les membres ont prouvé, après une année, leur utilité, tout en appelant à éviter "l'amalgame entre un bon et un mauvais grain" ainsi que "les procès d'intention".

"Je suis d'accord qu'il y a un travail à faire, mais la rupture totale avec le défunt FCE est définitivement consommée. L'engagement et la volonté nous ont animés à aller vite vers ce changement. Il y a une volonté collective et réelle de changement. Celui qui nourrit encore des doutes, notre travail et notre action vont lui prouver le contraire", a-t-il conclu.

COMMERCE

Abrogation de l'arrêté fixant la durée minimale de conservation des produits importés (JO)

L'arrêté de 2019 fixant la durée minimale de conservation des produits importés soumis à l'obligation d'indication de la date limite de consommation a été abrogé par un arrêté ministériel publié au journal officiel N 41. Suite à ce nouveau arrêté signé par le ministre du commerce, Kamel Rezig le 22 juin dernier, sont abrogées, les dispositions de l'arrêté du 3 avril 2019 fixant la durée minimale de conservation des produits importés soumis à l'obligation d'indication de la date limite de consommation".

Selon l'arrêté ministériel de 2019, il est entendu par durée minimale de conservation, la période comprise entre la date d'inspection du produit au point de débarquement jusqu'à la date limite de consommation, mentionnée sur l'étiquetage.

Pour ce qui est de la durée de vie, elle signifie la période allant de la date de fabrication ou de conditionnement jusqu'à la date limite de consommation.

"Les produits dont la durée de conservation est inférieure ou égale à une année, doivent posséder, à la date d'inspection, une durée minimale de conservation égale, au moins, à 70 % de leur durée de vie, exprimée en mois et en jours", stipulait l'article 3 de l'arrêté de 2019. Le même article exigeait également que "les produits dont la durée de conservation est supérieure à une année, doivent posséder, à la date d'inspection, une durée minimale de conservation égale, au moins, à 50 % de leur durée de vie, exprimée en mois et en jours".

ALGÉRIE POSTE - BANQUE D'ALGÉRIE

Le dispositif de coordination permettra une mobilisation maximale de liquidités

Le dispositif de coordination établi entre la Banque d'Algérie (BA) et Algérie Poste (AP) sous la supervision du ministère des Finances va permettre une mobilisation maximale de liquidités nécessaires au niveau des bureaux de poste, a indiqué hier le directeur général d'Algérie Poste, Abdelkrim Dahmani.

Ce dispositif a d'ores et déjà permis à Algérie Poste la mobilisation pour le mois de juin seulement un montant de 285 milliards de DA au niveau des retraits des succursales de la BA et aussi de mobiliser au niveau des encaissements et des virements au niveau des bureaux de poste d'un montant à hauteur de 91 milliards de DA, a relevé, M. Dahmani lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale.

"Depuis le début de l'année, Algérie Poste a retiré 1.742 milliards de DA auprès de la banque d'Algérie et a pu mobiliser jusqu'au 20 juillet dernier plus de 693 milliards de DA d'encaissement au niveau des bureaux de poste" a-t-il précisé. "Tous les moyens ont été mis en place pour mobiliser le maximum de liquidités pour pouvoir répondre aux besoins de la clientèle à la veille de l'Aïd El Adha, assure-t-il. S'agissant des mesures prises afin de régler les problèmes de liquidités, M. Dahmani a mis en avant la possibilité de faire des retraits à travers les guichets automatiques des billets (GAB) d'Algérie poste et ceux des banques."

"Algérie Poste dispose actuellement de 1.400 GAB et les retraits des clients d'Algérie poste via les GAB des Banques ne constituent que



près de 10%", a-t-il tenu à préciser. Il a expliqué que les clients d'Algérie poste détenteurs de cartes monétiques EDDAHABIA qui sont au nombre de 6 millions peuvent procéder à des opérations de retrait au niveau des guichets automatiques des banques lorsqu'il y a perturbation de liquidité au niveau du réseau postal.

"L'utilisation des guichets automatiques des billets (GAB) d'Algérie poste et ceux des banques, mis en place depuis janvier 2020, a permis aux clients d'Algérie poste de pouvoir retirer uniquement pendant le mois de juin dernier un montant de 8 milliards de DA au niveau des GAB des banques", a souligné, M. Dahmani. Le responsable a assuré que la promotion des moyens électroniques de

paiement demeure la solution idéale pour faire face définitivement aux problèmes de liquidités. "Il existe parmi les mesures prises par les pouvoirs publics, les opérations d'entraide entre les wilayas qui connaissent soit un excès soit un déficit en liquidité", a-t-il rappelé ajoutant "cette mesure prise en concertation avec la BA a permis d'alimenter en liquidités un nombre de bureaux de poste dans plusieurs wilayas du pays".

Des mesures prises à l'égard des retraités pour éviter les grandes affluences

M. Dahmani a affirmé qu'il existait actuellement en Algérie plus de 3 millions de retraités disposant de comptes courant postaux. "Des mesures ont été prises à

l'égard de cette catégorie de clients pour éviter les grandes affluences dans les bureaux de poste et qui concernent principalement la mise en place d'un système de protraction exceptionnelle (téléchargeable) qui permet aux proches des personnes âgées de faire des retraits à leurs places", a expliqué le responsable.

"Il a été mis en place un nouveau calendrier pour étendre la période des versements des retraits et des allocations qui était de 3 jours pour l'élargir sur 10 jours", a-t-il dit.

Il a ajouté que ces mesures sont entrées en vigueur en ce mois de juillet et ont permis d'aplanir la courbe d'affluence des retraités au niveau des bureaux de poste.

Algérie Poste dispose actuellement 4.050 bureaux de poste à travers le territoire national et 27 millions de comptes dont 22 millions sont des comptes actifs.

Le Premier ministre, M.

Abdelaziz Djerad, avait présidé, mardi, une réunion interministérielle consacrée à l'examen de la situation de la disponibilité des liquidités dans le réseau postal face à la pression de la demande de la clientèle qui s'exerce à travers les titulaires de 22 millions de comptes de chèques postaux actifs.

HYDROCARBURES

Sonatrach et le groupe espagnol CEPESA signent un mémorandum d'entente

Le Groupe Sonatrach et le Groupe espagnol CEPESA ont signé, mercredi à Alger, un mémorandum d'entente (MoU) afin d'examiner les possibilités d'investissements conjoints dans les domaines d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures en Algérie et à l'international.

Le mémorandum d'entente a été signé par le P-dg du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, du côté algérien, et le P-dg du Groupe CEPESA, Philippe Boisseau, de la partie espagnole, au siège de la Sonatrach, en présence de plusieurs responsables et hauts cadres des deux compagnies. La signature de ce protocole permettra aux deux parties de "consolider leur partenariat existant à travers la recherche de nouvelles opportunités de coopération dans les hydrocarbures", a indiqué M. Hakkar, rappelant que CEPESA est un partenaire "historique" pour Sonatrach et la collaboration entre les

deux parties avait commencé en 1992. Le responsable a, dans ce sens, souligné l'existence de quatre (04) contrats de production et exploitation des hydrocarbures en vigueur jusqu'à 2040 entre Sonatrach et CEPESA, ajoutant qu'il existe également une relation commerciale sur le gaz naturel et le GNL avec CEPESA qui est un "important" client de la Sonatrach.

Ainsi, ajoute-t-il, cette relation sera renforcée avec la production du gaz sur quelques périmètres en Algérie, alors qu'en Espagne, la Sonatrach est partenaire de CEPESA sur deux projets, dédiés à la commercialisation du Gaz et la production de l'électricité.

Soulignant que les deux parties continueront de travailler avec l'esprit gagnant-gagnant, M. Hakkar, a précisé que "le mémorandum d'entente conclu permettra un partenariat sur toutes la chaîne des hydrocarbures (pétrole et gaz) pour chercher de nouvelles oppor-

tunités en Algérie et à l'international".

Pour sa part, M. Boisseau a estimé que le partenariat de CEPESA avec Sonatrach est "essentiel", ajoutant que la coopération s'inscrit dans la durée et "nous souhaitons développer ces relations avec Sonatrach dans les projets en commun que nous avons ou d'autres qui viendront à l'avenir".

Affichant sa satisfaction de la signature de ce mémorandum d'entente, M.

Boisseau a précisé qu'il "permettra de renforcer des relations étroites", et grâce à lui, "les deux sociétés vont chercher ensemble d'autres opportunités".

A rappeler qu'à travers la conclusion de ce mémorandum, Sonatrach, confirme sa volonté de confier sa politique de partenariat, notamment dans le cadre des dispositions de la nouvelle loi sur les activités des hydrocarbures, visant à augmenter les réserves d'hydrocarbures et les niveaux de production.

COMMERCE - EXPORTATION

Mila : plus de 204 280 euros d'exportations durant le premier semestre 2020

La valeur des exportations dans la wilaya de Mila s'élève à plus de 204 280 euros au cours des six (6) premiers mois de l'année 2020, a-t-on appris mardi, du directeur local du commerce, Dridi Gasmî.

Dans une déclaration à l'APS, ce responsable a affirmé que le montant réalisé au cours de cette période est le fruit de 27 exportations, dont 16 concernent l'exportation de l'oignon vers l'Italie et 11 opérations d'exportation de fibres de polyester vers la Tunisie.

Selon M. Gasmî, la quantité globale des exportations relatives à ces deux produits par la wilaya de Mila est estimée à plus de 587 tonnes, à savoir 395 tonnes d'oignons et plus de 192 tonnes de fibres de polyester.

Le directeur local du commerce a déclaré par ailleurs, que les exportations de la wilaya de Mila ont quelque peu diminué cette année comparativement à la même période de l'année précédente, au cours de laquelle les exportations ont atteint environ 207

284 euros à l'issue de 27 opérations. Dans ce contexte, la même source a précisé que durant l'exercice précédent, plus de 1 564 tonnes d'oignons ont été exportées (5 opérations), 3 tonnes de pâtes pour piles alcalines (une seule opération), 27 tonnes d'escargot (4 opérations) et 303 tonnes de fibres de polyester (14 opérations) et une seule exportation portant sur environ 20 tonnes de biscuits.

Précisant que les pays concernés par ces exporta-

tions sont l'Italie, la Tunisie et la Guinée, M. Gasmî a attribué les raisons de la baisse actuelle de la valeur et de la quantité des exportations (-1,44% et -24,93%, respectivement) à la pandémie de Covid-19, ainsi qu'aux problèmes rencontrés par les exportateurs, dont le nombre n'a pas diminué, selon lui, au cours des six premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période de l'année dernière, soit 4 exportateurs.

PÉTROLE

Le Brent s'approche des 44 dollars à Londres

Les cours du pétrole étaient en hausse mercredi, soutenus par la demande en Chine et une baisse des stocks de brut aux Etats-Unis selon l'API, avant la publication plus-tard dans la journée des chiffres de l'EIA, jugés plus fiables.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 43,79 dollars à Londres, en hausse de 1,32% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois gagnait 1,02% à 41,46 dollars. Les prix de l'or noir "ont ouvert mercredi sur une note positive, aidés par le rapport hebdomadaire de l'American Petroleum Institute (API)", a constaté Avtar Sandu, analyste.

Ce dernier, publié par la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier chaque mardi en fin de séance américaine, "a rendu compte d'une baisse surprise des stocks de pétrole américains la semaine dernière de 6,8 millions de barils", a rapporté Ipek Ozkardeska, analyste.

De quoi rassurer les investis-



seurs sur le niveau de la consommation dans le pays.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publiera plus tard dans la journée mercredi son rapport hebdomadaire sur le même sujet, jugé plus fiable par le marché. Dans celui-ci, les analystes interrogés par

l'agence Bloomberg prévoient en revanche une hausse médiane de 450.000 barils des réserves de brut après une augmentation surprise de 4,5 millions de barils à la publication du dernier rapport.

"La Chine montre le voie du retour à la normale et, ce faisant, agit comme un pilier

majeur du soutien des prix", a de son côté estimé l'analyste, Stephen Brennock.

"Le plus grand importateur de brut au monde a établi des records consécutifs en mai et juin et les expéditions de brut vers la Chine devraient dépasser les 13 millions de barils par jour ce mois-ci", a-t-il ajouté, s'appuyant sur des données du groupe américain de données financières Refinitiv.

Certains analystes désignent également la faiblesse du billet vert comme facteur de soutien des prix: un recul de la devise américaine tend à favoriser les cours de l'or noir, les rendant moins chers pour les acheteurs munis d'autres devises.

Le dollar index, qui mesure la valeur du billet vert par rapport à un panier d'autres devises, est en effet tombé mercredi à un nouveau plus bas depuis deux ans.

Le pétrole baisse, inquiétudes sur la demande

Les cours du pétrole ont baissé mardi, l'estés par la prévision d'une nouvelle hausse des stocks de brut américains et par l'anticipation d'une hausse de la production des principaux pays exportateurs.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a fini à 43,22 dollars à Londres, en baisse de 0,4% ou 19 cents par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois a lâché 1,3% ou 56 cents à 41,04 dollars.

L'Agence américaine d'information sur l'énergie publiera mercredi son rapport hebdomadaire sur les réserves de pétrole aux Etats-Unis.

Les analystes interrogés par l'agence Bloomberg prévoient une hausse médiane de 450.000 barils des réserves de brut après une augmentation surprise

de 4,5 millions de barils à la publication du dernier rapport.

"La semaine dernière a présenté une combinaison problématique avec une légère hausse de la production en plus d'un déclin de la demande dans l'ensemble des catégories", note Robbie Fraser de Schneider Electric.

"Pour que les prix se maintiennent à leurs niveaux actuels, il est exclu que la demande soit sur une série de replis hebdomadaires, même légers", poursuit l'expert.

En l'absence d'une demande soutenue, plusieurs analystes s'interrogent sur la pertinence pour les principaux pays producteurs d'assouplir prochainement leurs quotas.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, dont la Russie, se sont effet mis d'accord pour

alléger à partir du mois d'août les coupes historiques qu'ils réalisent dans leur production depuis le mois de mai.

"L'expérimentation de l'Opep d'augmenter sa production à partir d'août pourrait avoir un effet contre-productif car nous ne sommes pas tirés d'affaire du côté de la demande", note Bjørnar Tonhaugen, directeur de la recherche sur le marché pétrolier pour Rystad Energy.

"Nous doutons du fait que le marché puisse absorber des volumes supplémentaires de production de l'Opep+ sans conséquence négative pour les prix, l'offre excédentaire risquant d'annuler une partie des profits qui ont permis au Brent d'atteindre son plus haut ce mois-ci, proche de 44 dollars, depuis le début de la crise liée au Covid-19", ajoute M. Tonhaugen.

TURQUIE - GRÈCE

La Turquie suspend un projet d'exploration d'hydrocarbures critiqué par la Grèce

La Turquie a annoncé mardi qu'elle avait mis sur pause un projet d'exploration d'hydrocarbures dans une zone disputée de la Méditerranée orientale, ont rapporté des médias locaux.

La semaine dernière, Ankara avait annoncé que le navire de recherche sismique Oruç Reis devait se positionner à proximité de l'île grecque de Kastellorizo (Meis, en turc) située près des côtes turques.

"Notre président a déclaré que tant que les négociations sont en cours, nous allons attendre quelque temps afin d'adopter une attitude constructive", a déclaré mardi le porte-parole de Recep Tayyip Erdogan, Ibrahim Kalin. "La Grèce est un pays voisin important pour nous (...). Nous sommes prêts à discuter avec la Grèce", a-t-il ajouté dans un entretien avec la chaîne d'information CNN-Türk. Le ministre grec des

Affaires étrangères Nikos Dendias a "salué" la décision turque. "C'est une avancée vers une désescalade (...). Soyons clairs, nos différends concernent la délimitation du plateau continental et des zones exclusives maritimes", a-t-il ajouté dans des déclarations à la presse à l'occasion d'une visite de son homologue espagnole Arancha Gonzalez Lay, qui s'était rendue la veille à Ankara. "La Grèce est toujours

prête au dialogue mais pas sous la menace", a-t-il assuré.

Ces déclarations interviennent à un moment où la tension est montée d'un cran en Méditerranée orientale.

La Turquie qui a multiplié les forages exploratoires au large de Chypre, s'est attirée des critiques de la part de certains pays de la région et de l'Union européenne qui dénoncent des activités "illé-gales".

GAZ INDUSTRIEL

Le français Air Liquide va racheter un site de Sasol en Afrique du Sud

Le groupe français de fabrication de gaz Air Liquide a annoncé mercredi avoir signé un accord pour acquérir un site du groupe sud-africain Sasol présenté comme le "plus grand site de production d'oxygène au monde", pour 440 millions d'euros.

Les parties visent un accord définitif "dans les prochains mois" en vue de l'exploitation par Air Liquide des 16 unités de séparation de gaz de l'air de ce complexe industriel situé en Afrique du Sud à Secunda (nord-est), d'une capacité de production de 42.000 tonnes par jour,

selon un communiqué. Le montant de l'acquisition, qui s'élève à "environ 8,5 milliards de Rand sud-africains" (soit 440 millions d'euros), serait un "investissement initial".

Air Liquide vise la réduction des émissions de CO2 du site "de 30 à 40% d'ici 2030", grâce à des investissements supplémentaires de modernisation et à la sécurisation de l'approvisionnement en électricité renouvelable.

En mai, Sasol avait été mis sur liste noire par le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde avec plus

de 1.000 milliards de dollars d'actifs, à cause de sa présence importante dans le charbon.

Le PDG du groupe Sasol, Fleetwood Grobler, cité dans le communiqué, assure que le groupe est dans une "démarche de transformation" pour "rendre le groupe plus résilient et plus durable", notamment via "un programme de cessions d'actifs".

Présent dans 80 pays, Air Liquide emploie 67.000 collaborateurs et a dégagé un chiffre d'affaires de 22 milliards d'euros en 2019.

TOURISME - COVID-19

Les pertes du secteur du tourisme estimées à 320 milliards de dollars (OMT)

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) estime que les pertes du secteur touristique dans le monde à cause du nouveau coronavirus pourraient s'élever à 320 milliards de dollars.

"C'est plus du triple des pertes enregistrées (...) par le tourisme international pendant la crise économique mondiale de 2009", a indiqué l'OMT dans son baromètre sur les effets de la pandémie sur les recettes touristiques.

Le nombre des touristes internationaux a chuté de 56% lors des cinq premiers de l'année en cours par rapport à la même période en 2019, ce qui représente 300 millions de visiteurs en moins, fait savoir l'organisation onusienne.

En dépit d'une reprise timide des flux touristiques, plus particulièrement dans l'hémisphère nord, "l'indice de confiance établi par l'OMT affiche des plus bas historiques", précise l'OMT dans un communiqué. Parmi les principaux risques encourus par le secteur, l'OMT cite "la recrudescence du virus et le risque de nouveaux confinements" ainsi que la situation de la Chine et des Etats-Unis, "au point mort", alors que ces pays sont habituellement grands pourvoyeurs de touristes.

Début mai, l'OMT prévoyait une chute de 60 à 80% du nombre des touristes internationaux pour l'année 2020, avec des pertes pouvant atteindre au total 910 à 1.200 milliards de dollars. L'agence crait "la mise en danger de 100 à 120 millions d'emplois directs dans le tourisme".

ETATS-UNIS
La confiance des consommateurs s'est dégradée en juillet

La confiance des consommateurs américains s'est détériorée en juillet en raison de la résurgence de la pandémie de Covid-19, selon l'indice du Conference Board, ont rapporté mardi des médias locaux.

L'indice a perdu 5,7 points pour tomber à 92,6 points, légèrement supérieur aux attentes des analystes qui tablaient sur 92 points, ont ajouté les mêmes sources citant un communiqué. La composante mesurant la situation actuelle, basée sur l'évaluation par les consommateurs des conditions actuelles des entreprises et du marché du travail, a enregistré des gains, passant de 86,7 points en juin à 94,2 points en juillet.

Cependant, celle mesurant les attentes, basée sur les perspectives à court terme des consommateurs en matière de revenus, d'activité et de marché du travail, a baissé, passant de 106,1 en juin à 91,5 ce mois-ci (-14,6 points). L'enquête mensuelle a été conduite jusqu'au 17 juillet au moment où le nombre de cas de Covid-19 a flambé dans les pays, en particulier dans le sud et l'ouest.

Dans le détail, la part des consommateurs affirmant que les conditions économiques s'ont "bonnes" est restée relativement inchangée à 17,3%, tandis que celle affirmant que les conditions sont "mauvaises" est passée de 42,5% à 39,1%.

En juillet, les consommateurs ont aussi jugé que le marché de l'emploi était plus favorable (21,3%, +0,8 point de pourcentage). Mais se tournant vers l'avenir, la part des consommateurs prévoyant une amélioration de la conjoncture au cours des six prochains mois est tombée à 31,6% contre 42,4% un mois plus tôt. En outre, ils étaient plus nombreux à s'attendre à une détérioration (19,3%, +4,1 points de pourcentage).

Les consommateurs se sont aussi montrés plus pessimistes pour l'emploi et pour leurs revenus à venir.

AFFAIRES RELIGIEUSES - SOLIDARITÉ

Lancement d'une caravane de solidarité en direction de Khenchela et Batna

Une caravane de solidarité constituée de denrées alimentaires, de vêtements de l'aid pour enfants et de bavettes a démarré, mercredi matin depuis Dar el Imam (Alger), en direction des zones d'ombre dans les wilayas de Khenchela et Batna.

Destinée aux régions d'Ichmoul (Batna) et Bouhrama (Khenchela), le coup d'envoi de cette caravane, sixième du genre, a été donné par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmechi, en compagnie du wali d'Alger, Youcef Cherfa.

Cette caravane, lancée la veille de l'aid, comprend 600 colis de denrées alimentaires, 800 pièces de vêtement, 5000 bavettes, 2.000 tapis de prières et 1.000 Mus'haf (copie du Saint Coran).

A ce propos, le ministre a indiqué que cette caravane s'inscrit dans le cadre «des campagnes de sensibilisation initiées par le ministère des Affaires religieuses par le biais des mosquées d'Alger», ajoutant que cette solidarité témoigne de «la cohésion du peuple algérien notamment face à la covid-19». Par ailleurs, M. Belmechi a appelé le peuple algérien à faire preuve de vigilance durant l'aid et l'adha, en respectant les mesures préventives dont le port obligatoire de masque de protection et la distanciation physique, annonçant la distribution de 200 moutons sacrifiés à Alger au profit des personnes nécessiteuses et impactées par la pandémie Covid-19.

ENTREPRISES - PROTESTATION

Oran : reprise du travail à Sotraz-Arzew après une semaine de débrayage

Les travailleurs de la société de transport "Sotraz-Arzew", filiale du holding SIP relevant du groupe Sonatrach, ont repris mardi le travail après une semaine de débrayage pour réclamer l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles, a-t-on appris auprès de la Direction de cette entreprise. "Ce dénouement heureux est intervenu suite aux négociations entre la section syndicale de Sotraz de l'UGTA et la Direction de l'entreprise, a-t-on indiqué dans un communiqué émanant de la Direction de l'entreprise, signalant que le travail a repris au sein de cette filiale à compter d'aujourd'hui après un mouvement de grève observé par les travailleurs.

Selon la même source qui ne donne pas de détails sur les conditions de reprise, "les deux parties ont convenu de poursuivre les discussions afin de trouver, ensemble, les solutions idoines aux problèmes restés en suspens tout en préservant les intérêts de la société et de ses travailleurs." Pour sa part, le secrétaire général de la section syndicale Sotraz-UGTA Oran, Mohamed Bendaha, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que "14 conducteurs et 10 syndicalistes de Sotraz-Arzew ont été interdits d'accès mardi à la zone industrielle pour rejoindre le lieu de travail malgré l'établissement d'un procès-verbal adressé par l'union de wilaya d'Oran de l'UGTA lors d'une réunion présidée le 27 juillet courant par le secrétaire général de l'Union de wilaya de l'UGTA, en présence des membres de la section syndicale de Sotraz et des représentants de la Direction générale de la société." Une réunion, a-t-il ajouté, "marquée par d'âpres négociations et à l'issue de laquelle il a été décidé le retour sans condition de tous les travailleurs, de même que l'annulation de la décision arbitraire de licenciement." Par ailleurs, Mohamed Bendaha a déclaré que les travailleurs de Sotraz qui exercent sur l'axe Arzew-Mostaganem-Oran, "n'ont toujours pas perçu la prime de l'Aid remboursable considérée pourtant comme avance sur salaire." Pour rappel, les travailleurs de cette société de transport avaient observé un débrayage d'une semaine suivi d'un sit-in devant le siège de l'activité Aval Sonatrach, sis à la cité Djamel-eddine à Oran, après fermeture de l'accès à la société, selon le secrétaire général de la section syndicale UGTA de Sotraz-Arzew, suite au refus du Président directeur général de la société et de certains de ses cadres dirigeants de débattre des problèmes de socioprofessionnels des travailleurs.

Les différents problèmes sont exposés dans une plateforme de revendications consignés en 18 points dénonçant, notamment, "la dégradation continue de l'outil de travail, le manque colossal de la pièce de rechange, la suspension abusive des travailleurs" et réclamant "la révision de la convention collective et différentes indemnités, ainsi que le transfert des contrats CDD en CDI."

TRAITE DES PERSONNES

L'Algérie pâtit de ce problème du fait des crises récurrentes dans la région

Le Directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères, Lazhar Soualem, a plaidé pour l'intensification des efforts internationaux face au crime de la traite des personnes, soulignant que l'Algérie pâtit de ce fléau du fait des crises récurrentes dans la région.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une Journée d'étude sur le thème "Non à l'exploitation des personnes", organisée par le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, en coordination avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M.

Soualem a mis en avant l'impératif d'intensifier les efforts internationaux en matière de lutte contre le crime de la traite des personnes, expliquant que "l'Algérie pâtit de ce fléau du fait des crises récurrentes dans la région, un terreau favorable aux activités des groupes criminels", a-t-il soutenu.

L'organisation de cette manifestation en dépit de la pandémie Covid-19 vise à "témoigner notre solidarité avec les victimes de la traite des personnes, souligner la gravité de ce phénomène transcontinental, et sensibiliser la société dans toutes ses composantes (institutions, société civile, secteur privé et corps de sécurité) sur ce fléau qui relève du crime organisé", a-t-il indiqué au sujet de cette rencontre, organisée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, à l'occasion de la Journée mondiale de la dignité des victimes de la traite d'êtres humains (30 juillet).

L'Algérie, a-t-il ajouté "pâtit du problème de la traite des personnes, car la région est le théâtre de crises récurrentes qui constituent un terreau favorable aux groupes et réseaux criminels qui injectent les revenus du crime organisé dans d'autres activités criminelles, tels que le terrorisme, les trafics d'armes et de drogue et la traite des personnes".

Rappelant que "



"l'Algérie n'a eu de cesse d'appeler à se pencher sur les causes à l'origine de ces déplacements par milliers et à activer la coopération internationale", il a affirmé qu'"aucun pays" ne peut faire face, seul, à ce crime qui connaît des proportions alarmantes".

Qualifiant d'"hallucinants" les recettes de la traite des êtres humains, estimées à quelque 150 milliards USD/an, M. Soualem a souligné qu'"il s'agit là, du troisième trafic criminel le plus lucratif dans le monde après celui des armes et des drogues".

S'agissant des efforts de l'Algérie en matière de lutte contre ce fléau, M.

Soualem a rappelé l'actualisation du code pénal, évoquant un projet de texte de loi en discussion, initié par le Comité national de lutte contre la traite des personnes en collaboration avec des départements ministériels.

Le Gouvernement est décidé à finaliser ce texte de loi avant de le présenter au Parlement pour adoption, a-t-il assuré.

Créé en vertu du décret présidentiel numéro 16-249 du 26 septembre 2016, le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, placée sous l'autorité du Premier ministre, est un point focal national qui veille à la sensibilisation de tous les acteurs natio-

naux à la nature et formes de ce crime étranger à la société algérienne.

Il a cité, dans le même contexte, notamment l'organisation de journées de sensibilisation et d'études, la formation et la sensibilisation des parties prenantes (Sûreté et Gendarmerie nationales, corps de la justice) en matière de prise en charge des victimes de ce crime, ainsi que la mobilisation des médias et de la société civile, qui constitue, pour M. Soualem, "un maillon important dans cette stratégie nationale".

Quant aux missions du comité, il a cité la collecte des données liées au crime et à son évolution, l'élaboration d'un rapport annuel à soumettre aux hautes autorités du pays outre la proposition de mesures à prendre pour assurer une meilleure prise en charge des victimes de la traite des personnes.

Les mesures concernent également les poursuites à engager contre les auteurs de ce crime et le démantèlement des réseaux organisés qui exploitent les victimes dans des actes criminels inhumains, telle que la prostitution, la mendicité ou le travail forcé.

Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des représentants de plusieurs ministères, de la société civile, du corps de

la magistrature, des corps de sécurité ainsi que l'ambassadeur du Royaume uni, l'accent a été mis sur les répercussions psychologiques de ce crime "dégradant" sur les victimes.

Dans ce sens, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Bouzid Lazhari a affirmé que "la traite des personnes porte atteinte au fondement de la dignité humaine", soulignant que ce fléau qui prolifère dans les environnements où les conditions de vie décente sont absentes est favorisé par le terrorisme et les crises qui secouent la région.

Citant des rapports onusiens et américains, il a fait savoir que le nombre des victimes avoisinerait les 25 millions de personnes et que 800 à un (1) million de personnes sont pris à un piège de ces réseaux criminels chaque année.

A noter que le CNDH est membre du Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes.

Pour sa part, la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saïda Benhabiles a fait savoir, dans son intervention, que les enfants sont les premières victimes de ce crime.

Lors des opérations de rapatriement des migrants clandestins, le CRA a eu à constater plus de 6000 enfants n'avaient pas d'accompagnateurs et étaient exploités dans la mendicité, a-t-elle ajouté.

Rappelant que la dégradation de la situation sécuritaire dans les pays des victimes était souvent à l'origine des flux migratoires, la présidente du CRA, a tenu à saluer la volonté politique de l'Algérie à lutter contre ce crime, notamment à travers son arsenal juridique coercitif.

AID - COVID-19

Constantine : un programme spécial d'intervention les jours de l'Aid pour le nettoyage et la désinfection

Un programme spécial d'intervention pendant les 2 jours de l'Aid El Adha pour désinfecter et nettoyer tous les quartiers de Constantine a été mis en place par les autorités locales en collaboration avec tous les secteurs publics et privés concernés pour prévenir la propagation du Covid-19, a annoncé mardi le secrétaire général (SG) de la wilaya, Saïd Akhrout.

S'exprimant au cours d'une rencontre de concertation et de sensibilisation sur le programme de nettoyage et de désinfection pendant les 2 jours de l'Aid qui intervient cette année dans une conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation

du coronavirus, le même responsable a affirmé que "l'administration locale a mobilisé tous les moyens humains et logistiques nécessaires à cette opération spéciale d'intervention devant avoir dans le strict respect des mesures de prévention recommandées". Le SG de la wilaya, a donné des instructions fermes aux présidents des Assemblées populaires communales (APC) à l'effet de suivre "de près" le déroulement de cette opération spéciale d'intervention et à être présents sur le terrain et "intervenir là où le besoin est exprimé".

Le même responsable a instruit également les responsables de la

Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco), à "adapter" le plan d'alimentation en eau potable (AEP) à travers les communes de la wilaya et notamment dans les zones à forte concentration démographique, le centre ville et la circonscription administrative Ali Mendjeli notamment.

Appelant les citoyens à participer aux efforts déployés pour prévenir la propagation du coronavirus, le SG de la wilaya a fait part de l'importance du rôle du mouvement associatif dans la réussite des mesures prises en prévision de la fête du sacrifice.

ENVIRONNEMENT - HOMICIDE

Record de 212 défenseurs de l'environnement tués en 2019

Au moins 212 défenseurs de l'environnement luttant contre des projets miniers, agro-industriels ou la déforestation ont été assassinés en 2019, un nouveau record, selon le bilan annuel de Global Witness publié mercredi.

La moitié de ces meurtres de leaders autochtones, de rangers chargés de protéger la nature ou de militants ordinaires, se sont produits dans seulement deux pays: la Colombie (64 victimes) et les Philippines (43), précise l'ONG britannique, qui dénonce l'impunité face à ces crimes.

"A une période où nous avons particulièrement besoin de protéger la planète contre les industries destructrices et émettrices de CO2, les meurtres de défenseurs de l'environnement et des terres n'ont jamais été aussi nombreux" depuis le début du décompte en 2012, constate l'ONG britannique.

Leaders autochtones, rangers chargés de protéger la nature ou militants ordinaires...

Le bilan annuel publié mercredi surpasse le précédent record de 2017 où 207 morts avaient été enregistrés.

Et comme chaque année, "nos chiffres sont presque certainement sous-évalués", avertit Global Witness.

En 2019, la moitié des meurtres se sont produits dans seulement deux pays: la Colombie, qui avec 64 victimes se classe largement en tête dans une Amérique latine qui représente deux-tiers de ce décompte macabre, et les Philippines, avec 43



morts. Dans les deux pays, comme dans le reste du monde, les représentants des peuples autochtones (40% des tués en 2019) qui vivent au plus près de la nature "subissent un risque disproportionné de représailles" lorsqu'ils se battent pour défendre "leurs terres ancestrales".

Par exemple aux Philippines, Datu Kaylo Bontolan, leader du peuple Manobo, a été tué lors d'un bombardement aérien en avril 2019 alors qu'il luttait avec sa communauté contre un projet minier.

Les mines sont d'ailleurs le secteur le plus meurtrier pour les défenseurs de l'environnement (50 morts).

L'agro-industrie arrive ensuite, avec 34 militants tués en s'opposant à des

exploitations d'huile de palme, de sucre ou de fruits tropicaux, en grande partie en Asie.

Le combat contre l'exploitation forestière a de son côté fait 24 victimes, une augmentation de 85% par rapport à 2018, alors que les forêts sont primordiales dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Global Witness note d'ailleurs que 33 militants ont été tués en Amazonie (en grande majorité au Brésil), luttant contre la déforestation entraînée notamment par des grands projets miniers et agricoles.

Mais défendre la forêt peut aussi coûter sa vie en Europe, continent pourtant le moins touché par les meurtres de défenseurs de l'environnement. Ainsi en Roumanie, où

l'une des plus importantes forêts primaires d'Europe est victime d'exploitation sauvage, le garde-forestier Liviu Pop a été abattu en octobre après avoir surpris des bucherons illégaux.

Un mois plus tôt un autre était tué d'un coup de hache à la tête.

Au-delà des morts, l'ONG dénonce l'utilisation "de tactiques allant des campagnes de calomnies à des poursuites fallacieuses pour réduire au silence ceux qui se battent pour le climat et la survie de l'humanité", accusés parfois d'être des "criminels" ou des "terroristes".

Quant aux femmes, qui représentent 10% des morts, elles font parfois l'objet de violences sexuelles.

Malgré ce sombre constat, Global Witness se réjouit des quelques victoires remportées par ces militants "courageux", "preuve de leur ténacité".

Comme celle des Indiens waorani en Amazonie équatorienne où la justice a suspendu l'entrée sur leur terres ancestrales de l'industrie pétrolière.

"C'est pour nos forêts et pour les futures générations.

Et c'est pour le monde entier", insistait alors Nemonte Nenquimo, une de leur leaders.

Mais le gouvernement a fait appel.

ITALIE

Une centaine de migrants secourus par les garde-côtes italiens

Les garde-côtes italiens ont annoncé mercredi avoir secouru une centaine de migrants en détresse sur un canot qui se dégonflait au large de la Libye.

Le canot, "privé de moteur et à moitié dégonflé", selon le communiqué des garde-côtes, a été aperçu par un appareil mardi après-midi dans la zone de recherche et secours (SAR) libyenne.

Les garde-côtes ont ensuite "informé les autorités maltaises, dont la SAR est voisine de celle libyenne".

Ils ont également "alerté les autorités de Gibraltar, un navire battant pavillon de ce territoire se trouvant à proximité, ainsi que les autorités françaises en raison de la présence dans la zone d'une plate-forme pétrolière de Total", indique le communiqué.

Rome a assumé la coordination des opérations et envoyé un navire pour secourir les réfugiés.

Ces derniers, 84 personnes, dont six femmes et deux enfants, ont été transférés mercredi à l'aube sur le navire italien qui se dirige désormais vers l'île de Lampedusa.

Le centre d'accueil de cette île, première terre européenne sur le chemin des migrants, est saturé avec l'arrivée de centaines de personnes ces derniers jours.

Plus de 300 personnes sont arrivées au cours de la nuit de mardi à mercredi à bord de 13 embarcations, portant à environ 1.100 le total des migrants dans le centre d'accueil dont la capacité théorique est de 95 personnes.

KENYA

Arrestation à Mombasa d'un trafiquant notoire d'ivoire et de drogue

La police kényane a arrêté mercredi à l'aéroport international de Mombasa, un homme activement recherché pour implication présumée dans le trafic de drogue et participation au commerce illégal de cornes de rhinocéros et d'ivoire d'éléphant, deux espèces sauvages protégées, rapportent les médias locaux, citant un communiqué de la police.

"Surur, alias Mansour, un citoyen kényan de 60 ans activement recherché par Interpol, faisait partie des 47 ressortissants kényans bloqués au Yémen qui ont été rapatriés mercredi", a indiqué la police.

"Aujourd'hui matin à 01h00, M. Surur, alias +Mansour+ qui avait été signalé comme recherché aux Etats-Unis pour des infractions liées au trafic d'ivoire, a été arrêté à son arrivée à l'aéroport international Moi avant d'être remis à Interpol Nairobi pour interrogatoire", a ajouté la police dans un rapport relayé par les médias locaux. Le mis en cause est poursuivi pour implication présumée dans le "braconnage de plus de 35 rhinocéros et de plus de 100 éléphants".

Il serait aussi impliqué avec deux autres personnes dans des affaires de "blanchiment d'argent et de trafic de plus de 10 kilogrammes d'héroïne".

APS

ETATS UNIS-ÉCONOMIE-ENVIRONNEMENT

Le déclin des abeilles sauvages, une menace pour les cultures en Amérique du Nord

Une étude publiée mercredi estime que les abeilles sauvages jouent un rôle plus important que ce qui était connu jusqu'à présent pour l'agriculture en Amérique du Nord, et avertit que le déclin de ces pollinisateurs menace la production de secteurs cruciaux de l'agriculture.

"Nos recherches montrent que le déclin des pollinisateurs pourrait se traduire directement par une baisse des rendements ou de la production pour la plupart des cultures étudiées et que les espèces sauvages contribuent de manière substantielle à la pollinisation de la plupart des cultures étudiées, dans des régions agricoles majeures", soulignent les auteurs de cette étude, publiée dans la

revue Proceedings of the Royal Society B et financée en partie par le département américain de l'Agriculture.

Les chercheurs se sont penchés sur des cultures de fruits, de légumes et de fruits à coque dépendant de la pollinisation, par des abeilles sauvages et domestiques, aux Etats-Unis et au Canada.

Il ressort de leurs travaux que les abeilles sauvages jouent un rôle important, "même dans des régions d'agriculture intensive".

Ils calculent ainsi que la valeur de la production annuelle liée aux pollinisateurs sauvages dépasse 1,5 milliard de dollars, contre 6,4 milliard pour les abeilles domestiques. Dans le cas des citrouilles,

de pomme, de certaines cerises, de myrtilles et de melon d'eau, les abeilles sauvages déposent en moyenne plus de pollen par fleur que les abeilles domestiques.

Les chercheurs en concluent que l'agriculture gagnerait peu à investir dans des pesticides et des engrais, sans s'attaquer au déclin des pollinisateurs, par exemple en permettant la présence de fleurs sauvages.

Près de la moitié des espèces d'insectes, essentiels aux écosystèmes comme aux économies, sont en déclin rapide dans le monde entier, selon une étude parue en 2019 qui met en garde contre un "effondrement catastrophique" des milieux naturels.

UE - ASILE - MIGRATIONS

Une centaine de demandeurs d'asile transférés vers l'Allemagne et la Finlande (UE)

Une centaine de demandeurs d'asile "vulnérables", dont des mineurs, ont été transférés depuis la Grèce et Chypre vers l'Allemagne et la Finlande, a annoncé mercredi l'agence de coordination de l'asile pour l'Union européenne.

Le premier transfert de 83 membres de familles avec des enfants gravement malades, a été effectué le 24 juillet entre la Grèce et l'Allemagne, a déclaré le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO). L'opération fait par-

tie d'un projet de l'UE de relocaliser 1.600 mineurs dans divers pays européens.

Le projet est soutenu par la Commission européenne, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations.

Une seconde opération, ne s'inscrivant pas dans le cadre du projet de relocalisation de l'UE, a eu lieu le 27 juillet avec le transfert entre Chypre et la Finlande, de 16 Somaliens et Congolais venant de familles monoparentales. Tous ont

fait l'objet de test de dépistage du Covid-19 avant de quitter Chypre et la Grèce, a affirmé l'EASO.

La Grèce compte près de 5.000 migrants mineurs, la plupart vivant dans des conditions insalubres au sein de camps de réfugiés, ou dans des habitations inadéquates pour eux. Des dizaines de milliers de demandeurs d'asile ont été bloqués en Grèce depuis 2016 lorsqu'un certain nombre d'Etats européens ont fermé leurs frontières en réponse à l'afflux de

migrants et de réfugiés, principalement depuis la Syrie en crise.

Plus d'une dizaine de pays européens ont accepté de faire une exception pour les mineurs. Un petit nombre d'entre eux ont déjà été transféré au Portugal, au Luxembourg, et en Allemagne.

La Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la France, l'Irlande, la Lituanie, la Serbie, et la Suisse ont également accepté d'en accueillir un certain nombre.

S A N T É - A L G É R I E

CORONAVIRUS - PRÉVENTION - MESURES

Maintien du confinement dans la wilaya de Ouargla

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, mardi dans un communiqué, le maintien du confinement partiel à domicile à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Ouargla, de 17h00 au lendemain à 05h00, excepté pour celle d'El Borma où les horaires seront de 20 H à 5 H le lendemain et ce, pour une durée de 15 jours, à compter de demain, mercredi. Cette mesure a été décidée conséquemment à l'évolution de la situation épidémiologique dans cette wilaya.

Ce confinement partiel impliquera pour ces communes un arrêt total de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures. Cette mesure intervient "en application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant Mesdames et Messieurs les Walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination", a conclu le communiqué.

AID EL ADHA - PRÉVENTION Appel à la vigilance et la prudence lors de l'utilisation des outils (Protection civile)

La Protection civile a appelé, mercredi, tous les citoyens à "faire preuve de prudence et de vigilance", durant El Aid Adha, lors de l'utilisation des outils, et éviter la contamination par le covid-19 ou sa transmission à d'autres personnes, indique un communiqué de ce corps.

"En prévision de la célébration de El Aid El Adha, dans les circonstances exceptionnelles liées à la pandémie du Corona virus covid-19, et afin de réduire les conséquences générées par l'utilisation des outils lors du sacrifice (couteaux, hache, chalu-meaux), la direction générale de la Protection civile appelle tous les citoyens à faire preuve de prudence et de vigilance, lors de l'utilisation dangereuse de ces outils", précise le communiqué.

Il est recommandé dans ce sens, l'application des mesures préventives de lutte contre le Covid-19, pour éviter la contamination ou la transmission à d'autres personnes, notamment en respectant la distanciation physique et en évitant les rassemblements autour du sacrifice ainsi que la désinfection et le nettoyage du lieu d'abattage avant et après l'achèvement de l'opération.

La Protection civile rappelle également que le port de la bavette est obligatoire et nécessaire, ainsi que les gants de protection, recommandant aussi l'utilisation de la pompe à air manuelle au lieu de souffler avec la bouche, la stérilisation des outils utilisés avant, pendant et après l'achèvement de l'opération, le lavage régulièrement des mains et éviter de toucher le nez et la bouche".

Outre éviter l'échange des outils utilisés entre les personnes, d'autres mesures, souligne la même source, sont à prendre s'agissant de la manipulation des couteaux, haches et tabounas qui doit répondre aux consignes de sécurité.

Il s'agit entre autres de ne pas mettre les couteaux et les haches sur le sol et les placer hors de la portée des enfants, ne jamais utiliser une meuleuse pour affûter et affiler les couteaux en présence d'enfants (risque de projection d'éclats), entreposer bien les chalu-meaux, tabounas, les allumettes et les briquets, les garder hors de la portée des enfants, et vérifier la conformité du tuyau et du détendeur de gaz utilisés pour relier la bouteille de gaz butane et la tabouna.

La Protection civile invite, à l'occasion, les citoyens à appeler ses secours aux numéros 1021 ou le 14, en cas d'incident ou d'incendie, en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

614 nouveaux cas, 359 guérisons et 12 décès

Six-cent-quatorze (614) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 359 guérisons et 12 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 29229, dont 614 nouveaux cas, soit 1,4 cas pour 100.000 habitants durant les dernières 24 heures, celui des décès à 1186 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 19592, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 28 wilayas ont recensé moins de dix (10) cas durant ces dernières 24 heures, tandis que 20 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 70 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le Dr Fourar. Enfin,



le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle, notamment à l'approche de l'Aid El-Adha, exige de tout

citoyen vigilance et le respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation de respect du confinement et

du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

COVID-19 - DÉPISTAGE

Plus de 500 tests "PCR" quotidiennement à Oran (DSP)

Plus de 500 tests PCR (Réaction en chaîne par polymérase) sont effectués par jour dans les différents établissements hospitaliers et structures sanitaires de la wilaya d'Oran en charge de la lutte contre Covid-19, a-t-on appris mercredi du chargé de communication de la direction locale de la Santé, de la population (DSP).

Ainsi, plus de 500 tests PCR sont effectués quotidiennement au niveau des cinq pôles hospitaliers chargés de la lutte contre Covid-19, en l'occurrence le CHU et l'EHU d'Oran, l'EPH d'El Mohgoun, l'EH d'Ain El Turck et l'EHS de Canastel et aussi les nouvelles unités de dépistage du Covid-19 avec PCR ouvertes dans les EPSP de la wilaya, a précisé, à l'APS, Dr Youcef Boukhari, également chef de service prévention à la DSP.

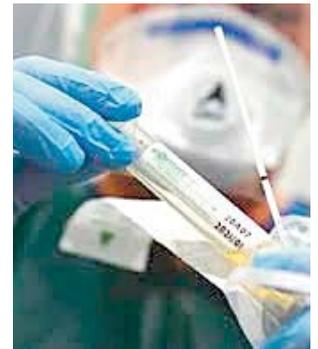
Neuf (9) unités de dépistage du Covid-19 ont récemment été ouvertes dans certaines structures de soins à Oran (3 unités) Bethioua (1), Gdyl (1), Es-senia (1), Oued Tlélat (1), Bouléléis (1), et Ain El Turck (1), dans le but d'at-

tenuer la pression sur les grands pôles hospitaliers en matière de prise de prélèvement de tests PCR et aussi de consultations et prescription de traitements, a-t-il fait s'avoir.

A ce titre, une quinzaine de polycliniques dans la wilaya d'Oran ont commencé, depuis quelques jours, à faire le diagnostic et délivrer les traitements nécessaires aux patients atteints du coronavirus.

Dans chacune des 9 daïras de la wilaya d'Oran, une polyclinique a été dédiée à la prise en charge Covid-19.

La daïra d'Oran, la plus grande et la plus peuplée s'est vu consacrée six polycliniques, a-t-il signalé, soulignant que "la pression sur les principaux pôles hospitaliers en charge du Covid-19 a baissé d'un cran, malgré la recrudescence des cas de nouvelles contaminations, et ce grâce à ces mesures prises". La wilaya d'Oran dispose de trois laboratoires dédiés aux tests PCR, à savoir l'antenne de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) et les laboratoires de l'EHUO et du CHUO. D'autres



structures vont renforcer ce dispositif de dépistage au PCR très prochainement, a fait savoir Dr Boukhari.

La wilaya a enregistré, depuis la déclaration de la pandémie et jusqu'à dimanche dernier, pas moins de 3.838 cas positifs dont 2.533 sont guéris et 94 personnes ont décédé, a-t-on rappelé.

CORONAVIRUS - PRÉVENTION - MESURES Confinement partiel à domicile sur 6 communes de Tébessa

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, mardi dans un communiqué, qu'un confinement partiel à domicile est imposé à six communes de la wilaya de Tébessa, de 17h00 au lendemain à 05h00, pour une durée de 15 jours et ce à compter de demain mer-

credi. Cette mesure, décidée conséquemment à l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya, concerne les communes de Tébessa, Cheria, El-Ogla, Bir El-Ater, Ouenza et El-Aouinet, précise la même source. Ce confinement partiel impliquera pour ces communes un arrêt total de l'ensemble des activités

commerciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures. Cette mesure intervient "en application des dispositions du décret exécutif 20-182 du 9 juillet 2020 portant consolidation du dispositif de de prévention et de lutte contre la propagation du coronavi-

rus (Covid-19), notamment son article obligeant Mesdames et Messieurs les Walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination", conclut le communiqué.

Réaménagement des horaires du confinement pour les communes de Mostaganem

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé, mardi dans un communiqué, le réaménagement des horaires du confinement partiel à domicile dans l'ensemble des communes de la wilaya de Mostaganem, de 20 h 00 au lendemain à 05 h 00 et ce, pour une durée de 15 jours, à compter de demain, mercredi. Cette mesure, décidée consé-

quemment à l'évolution de la situation épidémiologique dans cette wilaya, impliquera un arrêt total de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures.

Elle intervient "en application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et ren-

forcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant Mesdames et Messieurs les Walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination", a conclu le communiqué.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA PANDEMIÉ DANS LE MONDE 660.787 décès confirmés

La pandémie de coronavirus a fait au moins 660.787 morts dans le monde depuis que le bureau de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 16.769.080 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 9.555.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de mardi, 6.307 nouveaux décès et 244.718 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.592 nouveaux morts, le Brésil (921) et le Mexique (854).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 149.260 décès pour 4.352.304 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins



1.355.363 personnes ont été déclarées guéries.

Les autres pays les plus touchés sont le Brésil avec 88.539 morts pour 2.483.191 cas,

le Royaume-Uni avec 45.878 morts (300.692 cas), le Mexique avec 44.876 morts (402.697 cas), et l'Italie avec 35.123 morts (246.488 cas). La Chine (sans les

territoires de Hong Kong et Macao) a dénombré un total de 84.060 cas (101 nouveaux entre mardi et mercredi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.944 guérisons.

L'Europe totalisait mercredi à 11h00 GMT 208.919 décès pour 3.116.136 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 188.718 décès (4.527.911 cas), les Etats-Unis et le Canada 158.200 décès (4.467.181 cas), l'Asie 59.913 décès (2.641.771 cas), le Moyen-Orient 26.334 décès (1.123.083 cas), l'Afrique 18.496 décès (875.652 cas), et l'Océanie 207 décès (17.350 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé.

OMS - ÉPIDÉMIE "Le COVID-19 n'est pas une maladie saisonnière"

Une croyance "erronée" fait de la pandémie de COVID-19, une maladie saisonnière.

L'été ne protège pas du coronavirus, rappelle l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'agence onusienne estime que les saisons ne semblent pas avoir d'impact sur le développement de la pandémie de COVID-19. A la question d'un journaliste sur une quelconque baisse des cas d'infection durant l'été, la porte-parole de l'OMS, Margaret Harris a mis en garde contre toute complaisance concernant la transmission du nouveau coronavirus pendant la saison estivale dans l'hémisphère nord.

Elle a affirmé que ce virus ne se comportait pas comme la grippe qui a tendance à suivre les tendances saisonnières.

"La saison ne semble pas avoir de répercussion sur la transmission du virus", a déclaré Mme Harris, lors d'un point de presse virtuel, mettant ainsi en garde contre l'illusion d'être protégé en été. "Les gens pensent encore aux saisons", a-t-elle ajouté, remettant en cause cette "idée persistante selon laquelle le virus est saisonnier".

"Même s'il s'agit d'un virus respiratoire, qui sont historiquement saisonniers, celui-ci se comporte différemment", a insisté la Dr Harris.

S'agissant de la "croyance selon laquelle le risque d'infection est moindre en été", la porte-parole de l'OMS relève : "ce virus aime toutes les saisons".

Mme Harris en veut pour preuve que parmi les pays les plus touchés du monde, le premier, les Etats-Unis, est en été, et le deuxième, le Brésil, traverse actuellement l'hiver.

L'OMS rappelle que ce sont les rassemblements de masse qui affectent la transmission du COVID-19.

Les sources de propagation du coronavirus, ce sont "les gens qui se rassemblent, et les gens qui ne prennent pas de distance sociale, qui ne prennent pas les précautions pour s'assurer qu'ils ne sont pas en contact étroit", a précisé la Dr Harris. L'agence onusienne reconnaît toutefois que la conjonction du virus de la grippe - qui est saisonnier et frappe en hiver- et du nouveau coronavirus était un sujet d'inquiétude.

Un scénario qui risque d'augmenter la pression sur les systèmes de santé.

"S'il y aura un mélange, cela créera-t-il de la confusion? Ce serait une préoccupation, car si vous avez une augmentation des maladies respiratoires alors que vous en avez déjà une très forte charge, cela met encore plus de pression sur le système de santé", a fait remarquer la porte-parole de l'OMS.

Elle encourage donc tout un chacun "à se faire vacciner contre la grippe".

A noter que la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 650.069 morts dans le monde, selon un bilan établi mardi par l'OMS. Plus de 16,3 millions de cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 146.331 décès pour 4,2 millions de cas recensés. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 87.004 morts pour 2,4 millions de cas, le Royaume-Uni avec 45.752 morts (299.426 cas), le Mexique avec 43.680 morts (390.516 cas), l'Italie avec 35.107 morts (246.118 cas) et la France avec 30.192 décès (180.528 cas).

Et à ce stade de la pandémie, l'agence onusienne encourage donc tous les pays à effectuer des tests, soulignant que le dépistage est absolument essentiel.

"Vous ne savez pas où se trouve votre foyer si vous ne testez pas les gens.

Et nous encourageons également tous les pays à rendre l'accès au dépistage large et disponible", a conclu la porte-parole.

BRÉSIL Le nombre de décès dépasse les 88.000

Le Brésil a signalé mardi 921 nouveaux décès liés au COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total de morts dans le pays à 88.539.

Au cours de la même période, les tests ont détecté 40.816 nouvelles infections, pour un

total de 2.483.191, a annoncé le ministère de la Santé.

Le Brésil est l'un des pays les plus durement touchés par le COVID-19, juste derrière les Etats-Unis, tant en termes de nombre de cas que de celui de décès. L'Etat de Sao Paulo,

le plus peuplé du Brésil, est l'épicentre de l'épidémie dans ce pays d'Amérique latine, avec 487.654 infections et 21.676 décès, suivi par celui de Rio de Janeiro, avec 159.639 infections et 13.033 décès, et celui de Ceara, avec 165.550 cas et 7.613 décès.

FRANCE

La France "n'est pas dans une deuxième vague" de l'épidémie

La France "n'est pas dans une deuxième vague" de l'épidémie du nouveau coronavirus, a assuré, mercredi, le ministre de la Santé, Olivier Véran, appelant à "ne pas lâcher" les gestes de prévention et les efforts pour l'éviter.

"On est dans la poursuite d'une épidémie à plus ou moins bas bruit selon les pays et les villes concernées", a expliqué le ministre sur LCI, faisant état de clusters qui "émergent" et de "signaux d'alerte" en provenance de certains hôpitaux avec une

tendance à l'augmentation du nombre d'admissions.

"Nous enregistrons un certain nombre de diagnostics chez des patients plus jeunes", a-t-il souligné, insistant sur l'importance du "comportement collectif" et de l'action "déterminée" des pouvoirs publics pour éviter une deuxième vague de l'épidémie qui a fait plus de 30.000 morts en France. Le ministre a déploré en outre le relâchement des Français face à la pandémie, pointant du doigt des "gens qui

ne respectent pas les règles" préventives dont la distanciation sociale et le port du masque de protection dans les espaces clos et les transports en commun.

"Il ne faut pas lâcher maintenant" les gestes de prévention contre le coronavirus, a-t-il dit.

La Direction générale de la Santé avait alerté d'une "nette augmentation" de la circulation de Covid-19, avec plus de 2.500 cas recensés entre vendredi et dimanche derniers et la détection de 130 clusters actifs dans

différentes régions du pays. Quelques jours auparavant, le Conseil scientifique, instance mise en place pour éclairer l'exécutif français dans la gestion de la crise sanitaire du nouveau coronavirus, s'était inquiété de la possibilité d'une deuxième vague en France à l'automne. Dans ce contexte, le gouvernement a imposé depuis le 20 juillet le port obligatoire du masque de protection dans tous les lieux clos ouverts au public sur l'ensemble du territoire français.

ETATS-UNIS - VACCIN

Un vaccin américain contre le Covid-19 donne des résultats prometteurs chez les singes

Le vaccin développé par la biotech américaine Moderna en partenariat avec les Instituts nationaux de santé (NIH) a déclenché une réponse immunitaire "robuste" et empêché la réplication du virus dans les poumons et les nez des singes, révèlent des résultats publiés mardi.

L'un des deux vaccins occidentaux, avec celui de l'université d'Oxford/AstraZeneca, à avoir commencé des essais à grande échelle, sur des milliers de participants humains, dits de phase 3.

Le gouvernement de Donald Trump a investi près d'un milliard de dollars pour soutenir son développement. Sept des huit

singes vaccinés dans cette étude, puis exposés délibérément au coronavirus quatre semaines plus tard, n'avaient plus de virus en réplication détectable dans les poumons deux jours plus tard, et aucun des huit n'avait de virus dans le nez, selon les résultats publiés par la revue médicale New England Journal of Medicine.

Les scientifiques avaient auparavant constaté que la vaccination, en deux doses séparées de 28 jours, provoquait non seulement la production d'anticorps contre le coronavirus, mais également de lymphocytes T indispensables à la réponse immunitaire. "C'est la

première fois qu'un vaccin expérimental contre le Covid-19 testé sur des primates non-humains démontre sa capacité à produire un contrôle viral rapide dans les voies respiratoires supérieures", se sont félicités les NIH dans un communiqué.

Les scientifiques notent par comparaison que le vaccin d'Oxford (fondé sur un adénovirus, alors que celui de Moderna utilise la technologie de l'ARN messager) n'avait pas montré d'effet sur les quantités de virus dans le nez des singes.

Réduire la quantité de virus dans les poumons rendrait la maladie moins virulente chez le

patient, tandis que la réduction dans le nez devrait faire qu'une personne propage moins le virus autour d'elle.

Mais selon les essais de phase 3, en cours, permettront de vérifier si l'un et/ou l'autre des vaccins protège les humains.

On comparera le taux de contaminations chez les volontaires ayant reçu un placebo à ceux ayant été vraiment vaccinés.

Des résultats sont possibles à partir de septembre pour le vaccin Oxford/AstraZeneca, selon le patron du laboratoire, et peut-être à partir d'octobre ou novembre pour l'américain, selon le patron de Moderna.

Trump défend à nouveau l'utilisation de l'hydroxychloroquine

Le président américain, Donald Trump, a défendu à nouveau mardi l'utilisation de l'hydroxychloroquine, un médicament antipaludique, dans le traitement contre le COVID-19.

"C'est sans danger. Elle ne cause pas de problèmes. Je n'ai pas eu de problème.

Je n'ai eu absolument aucun problème", a affirmé M. Trump lors d'un point de presse à la Maison Blanche. "Ca ne m'a rien fait, et espérons-le, elle ne fera aucun mal à personne". M. Trump faisait référence à sa propre prise d'hydroxychloroquine plus tôt cette

année. "J'en ai pris pendant 14 jours", a-t-il dit. "Beaucoup de médecins pensent que c'est extrêmement bon, et certaines personnes ne le pensent pas (...). Je pense que c'est devenu très politique".

Ces remarques ont été faites plus d'un mois après que les Instituts nationaux de la santé des Etats-Unis (NIH) aient interrompu un essai clinique visant à évaluer la sécurité et l'efficacité de l'hydroxychloroquine pour le traitement des patients atteints du nouveau coronavirus. Un conseil de surveillance des

données et de la sécurité "a déterminé que bien qu'il ne présente pas de danger, le médicament de l'étude avait très peu de chances d'être bénéfique pour les patients hospitalisés atteints de COVID-19", a déclaré le NIH dans un communiqué de presse. Anthony Fauci, un expert en maladies infectieuses et membre clé du groupe de travail de la Maison Blanche sur le nouveau coronavirus, avait mis en garde mardi contre l'utilisation de l'hydroxychloroquine dans le traitement contre la maladie.

ULCÈRE COMMENT SE PASSE UNE FIBROSCOPIE ?

Ulcère gastrique ou duodénal ? Votre ulcère a pu se créer dans le fond de votre estomac ou dans le duodénum (début de l'intestin grêle). Pour poser un diagnostic précis, votre médecin doit visualiser l'ulcère en procédant à une fibroscopie. Au cours de cet examen, il s'assurera aussi de la présence d'*Helicobacter pylori*, la bactérie responsable de plus de 80% des ulcères de l'estomac.

Comment se préparer ?

Il ne faut pas fumer à compter de la veille au soir, car le tabac peut entraîner une toux d'irritation et une hypersecretion gastrique susceptibles d'être gênantes. Il est nécessaire d'être à jeun et de ne pas boire durant les 6 heures qui précèdent l'examen. L'estomac doit en effet être vide pour faciliter son exploration et éviter les vomissements lors du passage du tube à travers la gorge.

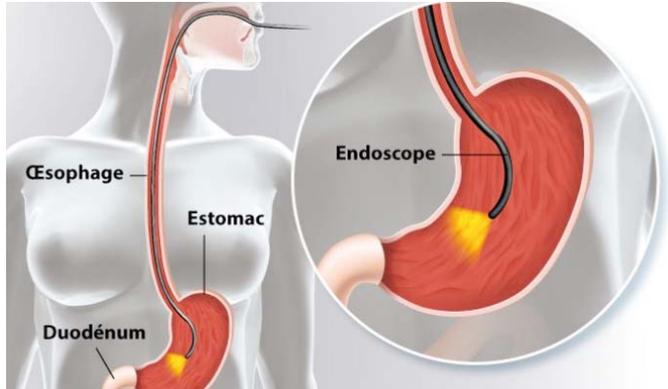
Comment ça se passe ?

Un calmant est souvent proposé une heure avant. On fait avaler au patient une sorte de gelée ou bien un "pschitt" au goût amer qui anesthésie le fond de la gorge. Une anesthésie générale de courte durée est aussi parfois proposée. Ensuite, le gastro-entérologue introduit un tuyau souple dans la gorge, puis le glisse dans l'œsophage et l'estomac, de façon à en explorer la muqueuse. Un système lui permet d'insuffler de l'air afin de déplier la muqueuse (pour bien voir) et d'aspirer les sécrétions.

C'est un moment pas très agréable, mais indolore. Pour le supporter au mieux, il faut respirer calmement et laisser sa salive couler tranquillement sur l'oreiller.

Combien de temps ça dure ?

Environ une demi-heure. Si vous avez subi une anesthésie générale, vous rentrerez chez vous après une période d'observation allant de quelques heures à une journée. Il faut être accompagné lorsqu'on



rentre chez soi. On peut se sentir ballonné en raison de l'air qui a été introduit dans l'estomac, mais rassurez-vous, cette sensation s'estompe rapidement. Avant de boire ou de manger, attendez que la gorge ne soit plus "endormie" pour ne pas avaler de travers.

Et après ?

Le diagnostic permettra de proposer un traitement adéquat. En cas d'ulcère gastrique, une deuxième fibroscopie sera faite pour vérifier que le traitement médical a suffi et que toute anomalie a disparu de la muqueuse digestive.

Bon à savoir

Si un ulcère gastrique est observé, une biopsie (prélèvement de la muqueuse) est parfois nécessaire pour vérifier qu'il n'est pas en train de dégénérer en cancer. Ce risque n'existe pas avec l'ulcère duodénal.

ULCÈRE : LES COMPORTEMENTS À ÉVITER

L'ulcère gastro-duodénal est une maladie qui touche la paroi de l'estomac. Elle est causée par une bactérie mais il est important de respecter une certaine hygiène de vie pour avoir plus de chances de l'éviter. Il faut à tout prix éviter la prise à jeun de médicaments anti-inflammatoires non

stéroïdiens, l'alcool, le tabac... Ces facteurs sont souvent mis en cause dans les ulcères de l'estomac. Mais la grande responsable, c'est une bactérie, *Helicobacter pylori*, résistante à l'acidité, qui causerait environ 80% des ulcères gastro-duodénaux. Une meilleure hygiène de vie peut toutefois aider à prévenir

la maladie.

- Les aliments à éviter : le vinaigre, les cornichons, la moutarde, les plats épicés, les aliments gras, le café, le chocolat, les agrumes, les tomates, la menthe, le lait et les olignons.
- Ne fumez pas car le tabac augmente l'acidité dans l'estomac.

- Évitez de prendre des médicaments anti-inflammatoires ou de l'aspirine en dehors des repas ou buvez avec un grand verre d'eau. Certains antibiotiques peuvent aussi irriter la muqueuse de l'estomac, ne les prenez pas non plus sans boire ou manger, encore moins juste avant de vous coucher.

DIGESTION : JE PRENDS SOIN DE MON ESTOMAC

Notre estomac reçoit les aliments, les mélange aux sucs digestifs qu'il sécrète, puis se contracte dans tous les sens pour mixer, brasser, malaxer et broyer le tout... pendant 3 à 7 heures après chaque repas! Alors, en période d'agapes, aidons-le à assurer au mieux son travail.

JE MANGE SANS ME PRESSER!

Idealement, on mange de petites portions d'aliments qu'on mastique lentement et longuement.

La bonne méthode: On peut se dire, par exemple, qu'on mâche au moins 20 ou 30 fois chaque bouchée avant d'avaler. Première étape de la digestion, la mastication commence à broyer la nourriture et l'imprègne de sucs salivaires, ce qui permet de "mâcher" le travail de l'estomac. Et, outre le fait d'avoir une alimentation saine et équilibrée, on veille à boire son litre et demi d'eau tous les jours.

J'ÉVITE CE QUI L'INDISPENSE

Certains médicaments. La prise d'AINS (anti-inflamma-

toires non stéroïdiens) agresse l'estomac et peut provoquer des sensations de brûlure, voire une gastrite (une inflammation de la muqueuse).

Les aliments acides et les plats trop épicés. À bannir si on a l'estomac sensible, ainsi que le café, l'alcool et le tabac. Exit les boissons gazeuses si on est sujette aux ballonnements ou aux éructations. On peut aussi réduire sa consommation d'aliments "aérés" comme les mousses, le pain...

Autre astuce utile: ne pas trop parler en mangeant.

JE LE MASSE EN PROFONDEUR

Impression de boule au ventre ou de nerf à l'estomac ? C'est peut-être (et souvent) le stress. Cet auto-massage conseillé par un ostéopathe aide à détendre l'enveloppe de l'estomac en 2-3 minutes.

Assise, épaules et dos relâchés, placer les doigts de chaque main au niveau du plexus solaire, sous le sternum (creux de l'estomac).

Enfoncer doucement les doigts dans le ventre (2-3 cm) et attendre en respirant calmement que la zone soit plus souple.

Dès que c'est le cas, enfoncer un peu les doigts et attendre à nouveau.

Sans relâcher la pression, essayer de repérer les zones les plus crispées et appuyer avec douceur en expirant. Retirer les doigts en inspirant et respirer profondément pendant 1 minute.

J'APPRENDS À RESPIRER PAR LE VENTRE

Rien de mieux qu'une séance de respiration profonde pour détendre ses organes digestifs tout en évacuant le stress ! Allongé ou assise, dos droit, inspirer lentement et profondément par le nez en gonflant le ventre pendant 3 à 5 secondes.

Puis expirer tout aussi lentement pendant 3 à 5 secondes tout en vidant le ventre et en contractant à la fin de l'expiration.

Continuer sans faire de pause, en se concentrant bien sur l'air qui entre par les narines et sort par le nez (ou par la bouche).

Idealement, on pratique cette respiration apaisante tous les jours, si possible 2 ou 3 fois. Par exemple, 5 minutes au réveil, à midi et au coucher.

L'ulcère rend l'estomac vert

Un nouveau test instantané et indolore mis en place par des chercheurs danois permettrait de détecter précocement un ulcère de l'estomac d'après une nouvelle étude publiée dans le magazine spécialisée PLoS One.

Des chercheurs danois de l'université de Danemark du sud ont mis au point un nouvel outil de diagnostic non invasif, instantané et fiable pour respirer un ulcère de l'estomac. Ce test permettrait donc d'éviter la fibroscopie un examen contraignant réalisé sous anesthésie, et les temps d'attente des résultats. Pour détecter cette maladie, les chercheurs ont tenté à « colorer » en vert fluo la bactérie majoritairement responsable de l'ulcère, l'*Helicobacter pylori*.

S'il était déjà possible de déclencher par fluorescence la présence d'*Helicobacter pylori* sur des échantillons de tissus prélevés, les chercheurs ont réussi à éviter la ponction et réaliser ce test sur un tissu artificiel proche de la paroi acide de l'estomac. Ils ont pour cela créé des molécules particulières « Acides nucléiques Acid ou LNA » qui détectent cette bactérie à 37 degrés, la température du corps humain, et dans un milieu acide comme l'estomac.

Silvia Fontenete, chercheuse à l'université du Danemark, et auteur principal de l'étude affirme que « ce test est reproductible dans l'estomac humain et que ce diagnostic précoce qui peut prévenir non seulement le développement de l'ulcère mais aussi le développement d'un cancer. »

UNE CERTAINE HYGIÈNE POUR ÉVITER LES ULCÈRES

Si l'ulcère gastro-duodéal qui touche la paroi de l'estomac est causé à 80% par cette bactérie, il est important de respecter une certaine hygiène de vie pour avoir plus de chance de l'éviter.

En effet, il est effet recommandé pour protéger votre estomac d'éviter de consommer à jeun des médicaments anti-inflammatoires non stéroïdiens (qui réduisent la douleur, la fièvre et l'inflammation), de boire de l'alcool, et de fumer... Mais aussi de manger des aliments acides tel le vinaigre, les cornichons, la moutarde, les agrumes, la tomate ou le lait, des plats épicés, des aliments gras, du café ou du chocolat. Extrêmement douloureux, l'ulcère se manifeste par des brûlures, des crampes, des torsions dans la région du creux de l'estomac et

REFLUX GASTRO-OESOPHAGIEN LES BOISSONS À ÉVITER... ET CELLES QU'ON PEUT BOIRE

Les enfants qui ne boivent pas assez d'eau consommeraient deux fois plus de calories provenant des jus de fruits, sodas et autres boissons sucrées, augmentant leur risque d'obésité.

Le sphincter situé en bas de l'œsophage est un anneau qui s'ouvre pour laisser passer la nourriture et qui se referme ensuite. Mais quand il se relâche, il laisse remonter le contenu acide de l'estomac, ce qui peut provoquer des brûlures. C'est ce qu'on appelle le reflux gastro-œsophagien (ou RGO).

COMMENT LIMITER LES SYMPTÔMES DU REFLUX ?

Le reflux est sans doute le plus commune des maladies du système digestif (on estime qu'un adulte sur 6 en souffre). Le principal traitement consiste à limiter les symptômes en évitant ce qui les déclenche. Parmi les principaux aliments mal tolérés citons : le vinaigre, les cornichons, les plats épicés, les agrumes, les tomates, la menthe ou encore les oignons.

Mais si l'on identifie aisément les aliments qui irritent les muqueuses, on prête beaucoup moins attention aux boissons que l'on ingurgite. Or, certaines d'entre elles inclinent l'estomac à produire encore plus d'acide gastrique, ce qui déclenche une pression sur le sphincter... et les immédiates répercussions acides.

QUELLES SONT LES BOISSONS INTERDITES ?

• Le café et le thé : en raison de leur teneur en caféine (que l'on trouve dans le café mais aussi dans le thé), qui aggrave le reflux.



• Le chocolat : il contient à la fois de la caféine et du cacao, qui aggravent tous deux le reflux.

• Les jus d'agrumes : jus d'orange ou de pamplemousse sont à éviter car leur acidité irrite les muqueuses déjà sensibilisées.

• L'alcool : à éviter pour deux raisons. D'abord il détend le muscle situé en bas de l'œsophage, laissant remonter le contenu acide de l'estomac. Mais aussi il stimule l'estomac et le pousse à produire plus d'acide.

• Les boissons gazeuses : pas seulement les sodas contenant de la caféine mais toutes les boissons

enrichies en gaz car les petites bulles se dilatent dans l'estomac, créant une pression sur le sphincter.

LES BOISSONS À PRIVILÉGIER EN CAS DE REFLUX

• Le thé au gingembre : le gingembre est un pansement naturel pour l'estomac car il aide à réduire la production d'acide gastrique. La boisson idéale : du thé déshéfié avec du gingembre frais et une touche de miel en guise d'édulcorant.

• Le lait d'âmande : à préférer au lait de vache car la haute teneur en

matières grasses de ce dernier peut aggraver les symptômes du reflux. Le lait d'âmande, à l'inverse, est alcalin et peut neutraliser l'acidité de l'estomac.

Buvez tout au long de la journée pour vous hydrater, en s'irrant de petites quantités de liquide à chaque fois et en évitant d'avalier un grand verre d'un seul coup.

Évitez de boire avant de vous coucher. L'idéal est de rester debout un petit moment après avoir bu.

Découvrez aussi les conseils du nutritionniste pour soulager le reflux

MES ALIMENTS ANTI-BRÛLURES D'ESTOMAC

Ça brûle au creux de l'estomac ? Cette sensation très désagréable se manifeste souvent après un repas. Heureusement, certains aliments soulagent l'inflammation. Voici 8 aliments qui devraient vous aider à réduire les brûlures d'estomac.

LES MYRTILLES CONTRE LES BRÛLURES D'ESTOMAC

Leurs antioxydants aident à combattre les brûlures d'estomac, en neutralisant les radicaux libres et en diminuant l'inflammation de la paroi gastrique. Hors saison, on les choisit surgelées. Légèrement compotées, par exemple, avec une touche de cannelle en toute fin de cuisson, les myrtilles composent un dessert léger et gourmand.

LES LENTILLES POUR RELAXER

Les lentilles apportent du magnésium (35 mg pour 100 g de lentilles cuites), qui favorise la relaxation musculaire, y compris au niveau de l'estomac. On les accompagne d'un verre de jus de carotte bio, riche en vitamine B6 qui aide à fixer le magnésium. Autres deux magnésium-vitamine B6 : noix du Brésil et graines de tournesol (au petit déjeuner), sarrasin et germe de blé (sur des salades)...

LE PERSIL, ANTI-ACIDE

Il est particulièrement riche en calcium (200 mg pour 100 g) qui agit un peu comme un anti-acide. Le fameux taboulé libanais, à base de persil plat chéfié, est une excellente façon de faire le plein de calcium. On mise aussi sur les sardines en boîte, avec leurs arêtes (également riches en oméga-3 anti-inflammatoires), les noix, les amandes, les noisettes...

LE CURCUMA CONTRE L'INFLAMMATION

Grâce à la curcumine, son principe actif, le curcuma lutte contre l'inflammation qui accompagne les brûlures d'estomac. On l'associe au cours du même repas avec un peu de matière grasse pour favoriser son assimilation (huile d'olive, de coco, poisson gras...). En revanche, on évite les épices fortes : poivre en quantité, piment, harissa...

LA RÉGLISSE PROTÈGE LA MUQUEUSE

Son principe actif, la glycyrrhizine, protège la muqueuse gastrique tout en exerçant un effet anti-inflammatoire. On incorpore de la réglisse en poudre dans les compotes, les mueslis du petit déjeuner... Naturellement sucrée, elle permet aussi de faire l'impasse sur le sucre : tout bénéfice, puisque les aliments sucrés favorisent les brûlures.



BOISSON CALMANTE À LA GUIMAUVE

Grâce à sa haute teneur en mucilages, la guimauve protège la muqueuse digestive. On l'achète en poudre chez un herboriste, et on prépare une boisson en diluant à c. à c. de guimauve en poudre dans un verre d'eau froide ou chaude. À boire 3 ou 4 fois par jour, un quart d'heure avant les repas.

RD CONGO

Sept militaires tués dans une embuscade par un groupe armé

Sept militaires congolais ont été tués mardi dans une embuscade tendue par le groupe armé Forces démocratiques alliées (ADF) dans le parc des Virunga, joyau naturel et touristique dans l'est de la République démocratique du Congo, ont rapporté des médias citant des sources locales.

Un groupe de militaires des Forces armées de la RDC (FARDC) "est tombé dans une embuscade de présumés ADF dans le parc des Virunga (...). Le bilan provisoire est de sept morts", ont annoncé les chercheurs du Baromètre sécuritaire du Kivu (KST).

Le lieutenant Antony Mualus-hayi, un porte-parole de l'armée dans la région, cité par l'AFP a confirmé l'incident : "Il y a eu un affrontement entre nous et les ADF". L'accrochage a eu lieu à l'est de Kidiwidi dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu. Le parc des Virunga est situé entre le volcan de Nyiragongo et la chaîne des Rwenzori dans la région de Beni, au Nord-Kivu, à la frontière avec l'Ouganda. Classé au patrimoine mondial de l'Unesco, cette réserve naturelle est menacée par l'activisme de nombreux groupes armés dont les ADF dans cette région troublée. A l'origine, les ADF sont des rebelles ougandais qui se sont repliés dans l'est de la RDC en 1995. Leur enrôlement s'est élargi depuis à d'autres nationalités. Les ADF sont accusés par les autorités congolaises et les Nations unies d'être responsables des massacres de plus de 1.000 civils dans la région de Beni depuis 2014.

CENTRAFRIQUE L'ONU prolonge d'un an l'embargo sur les armes

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé mardi de prolonger d'un an l'embargo sur les armes en Centrafrique en proie à des violences depuis 2013. Le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité lors d'un vote qui s'est tenu lors d'une réunion diffusée en direct et en ligne, de renouveler pour un an l'embargo sur les armes en République centrafricaine (RCA). Depuis 2013, la Centrafrique est confrontée à des affrontements qui ont forcé plus du quart de ses 4,7 millions d'habitants à fuir leur domicile.

Si les violences ont diminué depuis la signature d'un accord de paix en février 2019, deux tiers du territoire échappent toujours au pouvoir central. Dans un rapport publié à la mi-juillet, un groupe d'experts de l'ONU avait évoqué un "afflux de combattants étrangers" en Centrafrique. L'embargo sur les armes, en vigueur depuis 2013, avait été prolongé pour six mois en janvier.

APS

SAHEL ET LAC TCHAD

Le Conseil de sécurité préoccupé par la dégradation sécuritaire et humanitaire

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est dit profondément préoccupé par la dégradation constante des conditions de sécurité et de la situation humanitaire en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement dans les pays des régions du Sahel et du bassin du lac Tchad.

Dans une déclaration publiée mardi par son président, le Conseil de sécurité a rappelé que ces problèmes sont exacerbés, entre autres, par le terrorisme, les conflits entre éleveurs et agriculteurs et la criminalité transnationale organisée - sur terre et en mer - notamment la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et de drogues et l'exploitation illégale de ressources naturelles.

Le Conseil a engagé les acteurs nationaux, régionaux et internationaux à continuer de se mobiliser pour aider ces pays à faire face aux problèmes qu'ils rencontrent sur le plan de la paix et de la sécurité.

Il s'est félicité à cet égard des efforts déployés par le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, pour adapter l'appui de l'ONU sur le terrain, au Burkina Faso et au Niger.

L'organe onusien responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales s'est également déclaré préoccupé par la situation humanitaire globale dans la région.

Une situation qui résulte pour une grande part des déplacements forcés, de l'extrême pauvreté, des inégalités sociales et de la violence notamment sexuelle et fondée sur le genre.

Il demande que soit assurée la fourniture rapide, durable, en toute sécurité et sans entrave



d'aide humanitaire et médicale aux personnes qui en ont besoin et demande en outre une action d'envergure sur le plan humanitaire et en matière de développement ainsi que le décaissement des fonds annoncés. Le Conseil de sécurité s'est félicité que les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel soient à l'origine d'initiatives visant à combattre l'insécurité dans la région.

Il a salué à cet égard leurs récentes opérations antiterroristes dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad, y compris par l'intermédiaire de la Force multinationale mixte (FMN) et de la

Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel).

L'organe onusien responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales s'est félicité de la mobilisation plus marquée de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'initiative visant à déployer une force dirigée par l'organisation panafricaine dans le Sahel.

Le Conseil a souligné que l'action menée en matière de sécurité doit concorder avec les objectifs politiques afin de permettre le rétablissement de la sécurité civile, la mise en place

d'une gouvernance efficace permettant de dispenser des services essentiels et la revitalisation des économies locales de façon à fournir des moyens de subsistance aux jeunes, compte tenu de l'explosion démographique de la jeunesse.

Il a également souligné qu'il importe d'examiner les conditions propices à la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme, et qu'une démarche globale est nécessaire pour s'attaquer aux causes profondes des violences intercommunautaires.

BURKINA FASO

Plus de 2,3 millions d'électeurs inscrits pour le double scrutin de novembre prochain



Le président de la Commission électorale nationale indépendante du Burkina Faso

chaines élections, a affirmé le président de la CENI, mardi à Koudougou, ville située

(CENI), Newton Ahmed Barry, a indiqué mardi que plus de 2,3 millions de burkinabé s'étaient inscrits sur les listes électorales, a rapporté l'Agence d'information du Burkina Faso (AIB).

"Nous avons franchi la barre de 2.300.000 enrôlés" pour les pro-

ductions de la CENI, mardi à Koudougou, ville située à 100 km à l'Ouest de Ouagadougou. Pour les données de l'enrôlement déjà compilées, il a fait remarquer que les jeunes s'étaient "relativement" faits enrôler sur les listes. Les 18 à 35 ans représentent plus de 52% des électeurs inscrits, a rapporté l'Agence de presse officielle du Burkina Faso. M. Barry a regretté la "faible participation" des femmes, qui représentaient à peine 42% des inscrits. Cela "n'est pas conforme aux disponibilités. Ce n'est pas très reluisant", a-t-il déploré. Les opérateurs de kits ont pu parcourir environ "83% des villages, 94% des communes, les 45 provinces et les 13 régions" du Burkina. "Nous avons pu réussir la phase la plus difficile, celle de terrain", s'est félicité le président de la CENI.

MALI

22 morts et 21 blessés dans une collision entre un minibus et un camion

Vingt-deux personnes ont trouvé la mort et 21 blessées, dont sept gravement, dans une collision entre un minibus et un poids lourd dans le sud du Mali, a annoncé mardi le ministère des Transports. L'accident s'est produit aux environs de 09H00 (GMT et locales) sur la Route nationale 26 qui relie la capitale Bamako à la Guinée, entre Kangaba et Bancoumana, selon un communiqué du ministère.

"Le bilan provisoire est de 22 morts, dont 19 sur place, et

21 blessés, dont sept graves", selon la même source. Un précédent bilan a fait état de 19 morts. L'excès de vitesse et le non-respect du code de la route sont en cause, selon le ministère. Des accidents de la route sont nombreux au Mali, où le mauvais état des axes routiers a été par le passé source de tensions sociales.

Le ministère a appelé les usagers à la plus grande prudence, "surtout en cette veille de la fête" de l'Aïd el-Adha, qui commence vendredi, et qui est sy-



nonyme de nombreux déplacements dans un pays largement musulman comme le Mali. La route reste le moyen

de transport de marchandises et de personnes le plus utilisé dans ce pays d'Afrique de l'Ouest sans accès à la mer.

PALESTINE - ISRAËL L'UE préoccupée par les conditions de détention du gouverneur d'El-Qods

L'Union européenne (UE) a exprimé lundi soir sa profonde inquiétude quant aux circonstances de la détention du gouverneur d'El-Qods, Adnan Ghaiith, récemment arrêté par les forces d'occupation pour la 18e fois depuis qu'il a pris ses fonctions, ont rapporté mardi des médias palestiniens.

"Nous sommes profondément préoccupés par les circonstances et les conditions de sa détention. L'UE a toujours appelé au plein respect des accords bilatéraux entre Israël et l'OLP, en particulier en ce qui concerne El-Qods-Est", a déclaré Sven Kuhn von Burgsdorff le représentant de l'UE à El-Qods, selon des mêmes sources.

"Nous avons également appelé à plusieurs reprises Israël à respecter le droit international humanitaire et les obligations en matière de droits de l'Homme envers tous les prisonniers", a-t-il ajouté. "La détention de Palestiniens, qui sont considérés comme des personnes protégées conformément à l'article 4 de la quatrième Convention de Genève, dans des prisons



en Israël est contraire à l'article 76 de la quatrième Convention de Genève qui interdit le transfert de pri-

sonniers hors du territoire occupé. Les détenus ont entre autres droits d'avoir accès à une assistance juri-

dique et bénéficier d'un procès équitable dans un délai raisonnable ou être libérés", a-t-il conclu.

YÉMEN

Le Conseil de transition du Sud (STC) renonce à son autonomie

Le Conseil de transition du Sud (STC) du Yémen a annoncé mercredi renoncer à son autonomie et s'est dit prêt à mettre en oeuvre l'accord de Ryadh, qui prévoit un partage du pouvoir dans le sud entre le gouvernement et lui.

Le Conseil de transition du sud (STC) "annonce qu'il renonce à sa déclaration d'autonomie" afin de permettre la mise en place de l'accord de Ryadh, a écrit sur Twitter le porte-parole du STC, Nizar Haitham.

Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, exilé en Arabie saou-

dite, avait exhorté fin juin les séparatistes à "mettre fin à l'effusion de sang" et à respecter un accord de partage du pouvoir, lors de sa première prise de parole depuis leur déclaration d'autonomie du Sud en avril.

Le conflit entre le gouvernement et les séparatistes du STC, en principe alliés contre les rebelles Houthis, représente une guerre dans la guerre au Yémen. L'accord dit "de Ryadh" a été signé en novembre 2019 et prévoit un partage du pouvoir dans le sud du Yémen entre le gouvernement et le STC. Mais ses dispositions n'ont

quasiment pas été mises en place et ont vite été caduques.

Fin juin, la coalition militaire menée par Ryadh au Yémen avait déployé des observateurs saoudiens pour surveiller un cessez-le-feu décrété entre les forces gouvernementales, qu'elle soutient, et les séparatistes, après des accrochages dans le Sud.

Cette guerre dans la guerre a rendu encore plus complexe un conflit qui, en cinq ans, a fait des dizaines de milliers de morts et provoqué, selon l'ONU, la pire crise humanitaire en cours dans le monde au Yémen.

ETATS UNIS

Washington salue le cessez-le-feu, appelle à un début de négociations

Les Etats-Unis ont salué mardi le nouvel accord de cessez-le-feu décrété entre le gouvernement afghan et les talibans et ont espéré un début de négociations rapide.

"Je salue les annonces d'un cessez-le-feu" pour le début de l'Aid el-Adha vendredi, a déclaré Ross Wilson, un haut diplomate américain à Kaboul. "J'espère que les deux parties rempliront leurs engagements et débiteront rapidement des négociations inter-afghanes", a-t-il écrit sur Twitter.

Les talibans ont décrété mardi un cessez-le-feu de trois jours, que le gouvernement afghan a ordonné aux forces de sécurité de respecter, à l'occasion de la fête de l'Aid el-Adha qui commencera vendredi.

L'annonce de cette deuxième trêve de la part des talibans en un peu plus de deux mois est intervenue

après que le président afghan Ashraf Ghani a déclaré le même jour espérer l'ouverture de négociations de paix "directes" avec les insurgés "dans une semaine".

Le gouvernement afghan a, peu de temps après, donné l'ordre à "toutes les forces de sécurité et de défense de respecter le cessez-le-feu", a déclaré un porte-parole du président Ghani.

Pour démontrer l'engagement du gouvernement envers la paix, la République islamique achèvera bientôt la libération de 5.000 prisonniers talibans", avait auparavant assuré le chef de l'Etat dans une allocution au palais présidentiel, disant espérer avec ce geste "l'ouverture de négociations directes avec les talibans dans une semaine".

Ashraf Ghani a en outre exhorté les talibans à accepter "un cessez-le-feu

permanent et complet" pendant la durée des pourparlers destinés à tenter d'en finir avec presque 19 ans de guerre en Afghanistan.

"La balle est maintenant dans le camp des talibans et de la communauté internationale", a-t-il à cet égard souligné.

Les pourparlers de paix devaient initialement commencer le 10 mars, mais cette date a été dépassée en raison d'une situation politique confuse à Kaboul et d'une stagnation du processus d'échange des prisonniers, dont l'achèvement est exigé par les rebelles pour retourner aux



négociations juste après l'Aid.

Entretemps, les affrontements se sont poursuivis en Afghanistan, les talibans ayant quasi quotidiennement attaqué les forces de sécurité. Les talibans avaient déjà décrété un cessez-le-feu de trois jours en mai à la fin du mois du ramadhan. Les troupes gouvernementales avaient également observé cette trêve, mais celle-ci avait vite été rompue, avec la reprise d'attaques sanglantes par les talibans.

CHINE - UE

La Chine exhorte l'UE à "cesser de s'immiscer dans ses affaires intérieures"

La Mission chinoise auprès de l'Union européenne (UE) a dit mardi s'opposer "fermement" aux décisions "erronées" de l'UE concernant la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, lui demandant de "cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine". La Chine "a expliqué à plusieurs reprises sa position sur cette loi", a indiqué un porte-parole de la mission cité par l'agence Chine nouvelles.

"Le peuple chinois, notamment celui de Hong Kong, est le mieux placé pour dire si le principe un pays, deux systèmes est bien appliqué ou non", a-t-il ajouté, jugeant que "l'UE n'a pas le droit de tenir des propos irresponsables".

Le 30 juin, les parlementaires chinois ont adopté la loi sur la sauvegarde de la sécurité nationale dans la Région administrative spéciale de Hong Kong (RASHK).

Mardi, l'UE a présenté un ensemble de mesures concernant cette loi, notamment la "limitation de l'exportation d'équipements et de technologies sensibles spécifiques destinés à être utilisés à Hong Kong".

La grande majorité des habitants de Hong Kong estiment que cette loi permettra de "mieux protéger leurs droits et de préserver la prospérité et la stabilité à long terme de la ville", a indiqué le porte-parole.

"La Chine est fermement opposée aux décisions erronées de l'UE et a transmis de sérieuses observations à l'UE", a-t-il martelé, l'exhortant à "respecter réellement la position de la Chine sur la défense de la sécurité nationale à Hong Kong et à cesser de s'ingérer de quelque manière que ce soit dans les affaires de Hong Kong et les affaires intérieures de la Chine".

ETATS UNIS

Les sénateurs démocrates critiquent la politique de Pompeo

Les démocrates du Sénat américain ont critiqué sévèrement mardi le bilan du secrétaire d'Etat Mike Pompeo à la tête du Département d'Etat en lui reprochant notamment sa "mauvaise gestion" pour les ressources humaines, rapportent des médias. Dans un rapport de 46 pages, intitulé "Diplomatie en crise : la dévastation du Département d'Etat par l'administration Trump", les sénateurs démocrates ont indiqué "que sous le mandat de M. Pompeo, des postes de haut niveau critiques demeurent vacants, onze postes de sous-secrétaire d'Etat n'étant pas pourvus ou se trouvant occupés par des fonctionnaires intérimaires".

La difficulté de pourvoir ces postes est due, précise le rapport, au fait que de "nombreux candidats aux postes de sécurité nationale n'ont pas le caractère ni les aptitudes attendus de la part de diplomates américains, et leurs nominations languissent donc au Sénat".

Le Département d'Etat de M. Pompeo est également "truffé d'allégations de représailles", indique le rapport, ajoutant que cela produit un bureau qui se sent "assiégé", "démoralisé", "paralysé" et "au plus bas".

L'éviction de l'ancien inspecteur général du Département d'Etat Steve Linick en mai, qui menait des enquêtes liées à M. Pompeo au moment de son licenciement, "n'a fait qu'aggraver cette réalité", d'après le document. Le président des Etats-Unis Donald Trump avait renvoyé M. Linick sur recommandation de M. Pompeo, en raison d'allégations selon lesquelles l'inspecteur général et son bureau organisaient des "fuites vers les médias".

Selon la chaîne américaine d'information CNN, cependant, une enquête menée par l'inspecteur général du Pentagone n'a trouvé aucune preuve de ces informations, et M. Linick avait été innocenté antérieurement à sa révocation.

MONUMENTS/VALORISATION

Restauration de la "Mosquée du Pacha" à Sidi El Houari après le déconfinement

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a annoncé, mardi à Oran, que l'opération de restauration de la "Mosquée du Pacha" sise à haï Sidi El Houari, cœur palpitant de la ville d'Oran, débutera après la fin du confinement décidé dans le cadre des mesures de protection pour endiguer la pandémie du coronavirus.

La ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de la deuxième et dernière journée de sa visite dans la wilaya marquée par l'inspection de divers monuments historiques d'Oran, que l'opération de restauration de la Mosquée du Pacha qui sera réalisée dans le cadre d'une convention avec des Turcs, sera lancée directement après le déconfinement, mettant en avant l'achèvement de l'étude de ce projet.

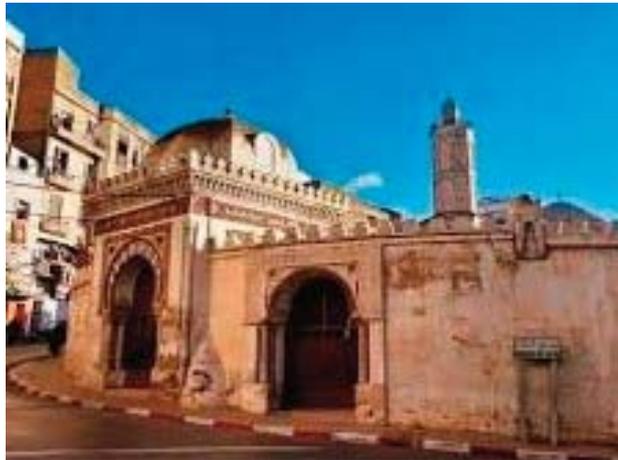
Un projet qui n'a pas permis l'entame des travaux de restauration à cause de la suspension de navigation aérienne engendrée par la pandémie du Covid-19, a-t-elle fait observer.

Malika Bendouda, qui s'est enquis de cet édifice religieux, érigé en 1797 à l'époque de "Mohamed Bey El Kébir" a exprimé sa satisfaction quant au relogement des familles qui s'attendaient de la protection des pièces archéologiques a fait savoir Mme Bendouda.

En réponse à une question sur les salles de cinéma, la ministre a fait savoir qu'il y a une réflexion pour trouver une formule avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour récupérer les salles et éventuellement les remettre aux privés, à l'instar des jeunes qui veulent investir dans ce domaine.

La deuxième journée de la visite du ministre de la Culture et des Arts dans la wilaya d'Oran a été consacrée à l'inspection de plusieurs autres sites archéologiques, dont le Palais du Bey et la Mosquée du Pacha, à haï Sidi El Houari et le Fort de Santa Cruz, un monument historique édifié sur le mont du Murdjado, de même qu'elle s'est rendue sur le chantier du nouveau siège de la direction de la culture.

Elle a visité, également, dans la soirée du lundi, plusieurs structures culturelles, ainsi que le projet d'aménagement du Palais de la Culture où elle a rencontré les représentants de la société civile qui activent dans le secteur



présentants du Centre national des recherches préhistoriques, sciences de l'homme et d'histoire, du Centre national d'archéologie et de l'Office national de la gestion et de l'exploitation des biens culturels protégés, pour entamer les travaux de fouille organisée et spécialiser le siège de la protection des pièces archéologiques a fait savoir Mme Bendouda.

Dans son dernier ouvrage historique intitulé "Femmes ayant marqué l'histoire de l'Algérie", le professeur Mostéfa Khiati met au jour des parcours de femmes algériennes à différentes périodes de l'histoire, de l'antiquité à la période contemporaine, dans une sorte d'almanach regroupant de grandes figures résistantes, politiques, religieuses, intellectuelles ou encore artistiques.

Paru récemment aux éditions Anep ce livre de 350 pages fournit des aperçus sur des figures allant de Sophonisbe (235-203 av.J.C.), princesse carthaginoise d'abord promise à Massinissa et qui a épousé Syphax lors de la deuxième guerre punique jusqu'aux icônes sportives que sont les judokates Salima Souakri et Soraya Haddad et la championne olympique du 1500m Nouria Mérah-Benida.

Dans la période antique, l'auteur a choisi d'évoquer des divinités et des prêtresses ainsi que des femmes comme Cléopâtre Séléne II (40 av.J.C-6 apr. J.C.) épouse de Juba II, la prêtresse donatiste et guerrière Robba (384-434), Tin Hinan et les différentes légendes qui entourent ce personnage central de la culture targuie ou encore Dihyaou la Kahena sous ses facettes de reine berbère, de guerrière et de prêtresse.

de la culture, de même qu'un théâtre appartenant à un particulier et

le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC).

LIVRE - PARUTION

Parution de l'ouvrage "Femmes ayant marqué l'histoire de l'Algérie" de Mostéfa Khiati

Entre 1830 et 1954 cet almanach cite d'abord l'entourage familiale de l'Emir Abdelkader et celui de ses khalfas puis Lalla Fatma N'soumer (1830-1863), figure de la résistance en Kabylie, et Rokya Bent El Horma qui a "entraîné le déclenchement de l'insurrection des Ouled Sidi Cheikh" avant d'évoquer les femmes déportées dont le nombre reste inconnu.

L'auteur s'intéresse également à l'enseignement libre du mouvement national initié par Abdelhamid Ben Badis en citant quelques anciennes élèves des écoles des oulémas dont Zoulikha Gaouar, devenue enseignante dans une école pour non-voyants dans les années 1970, Cha'mma Boufeji qui a ouvert sept écoles de filles à Alger pendant l'occupation, Aldjia Noureddine, première fille musulmane à entamer des études de médecine, ou encore Zhor Oumissi, enseignante des écoles libres devenue universitaire puis députée et auteure de nombreux ouvrages.

L'ouvrage s'intéresse également aux femmes du mouvement national comme Emilie Busquant, épouse de Messali Hadj, et Kheïra Belgaïd et aux premières actions féminines dans le cadre du Parti communiste algérien et du PPA-MTL (Parti du peuple algérien devenu Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) qui a donné naissance à l'Association des femmes musulmanes algériennes fondée par Mamia Abdellali et Nafissa Hamoud. Les parcours de figures de

MOSTRA DE VENISE 18 films en compétition officielle

La 77e Mostra de Venise se tiendra du 2 au 12 septembre malgré la pandémie de Covid-19 qui a obligé le festival à réduire son programme avec un concours officiel de 18 films, ont annoncé les organisateurs.

"La Mostra se tiendra aux dates prévues, au prix de quelques renoncements" a déclaré le directeur du festival, Alberto Barbera, cité par les médias. Le concours officiel comprend 18 films, dont quatre italiens des réalisateurs Emma Dante ("Le sorelle Macaluso"), Claudio Noce ("Padrenostro") sur la vague terroriste des années 70, Susanna Nicchiarelli ("Miss Marx") sur la plus jeune fille de Karl Marx et Gianfranco Orsi ("Notturmo"), tourné en Syrie.

Un autre film italien, "Lacci" de Daniele Luchetti, une histoire d'infidélité dans le mariage d'un couple napolitain, hors-concours, ouvrira le festival. Au total, 60 longs-métrages seront présentés dans cinq catégories différentes et 15 courts-métrages, ainsi qu'une série télévisée, ont précisé les organisateurs.

Les réalisateurs viennent de pays comme le Mexique, Israël, la Russie ou l'Iran, le Japon et l'Inde. Le jury de la Mostra qui décernera le Lion d'Or sera présidé par la star australienne Cate Blanchett qui aura à ses côtés l'actrice française Ludivine Sagnier, les cinéastes allemand et roumain Christian Petzold et Cristi Puiu, l'écrivain italien Nicola Lagioia et les réalisatrices britannique et autrichienne Joanna Hogg et Veronika Franz.

Le Lion d'Or pour l'ensemble de leur carrière sera décerné à l'actrice britannique Tilda Swinton et à la réalisatrice hongkongaise Ann Hui. Tilda Swinton, 59 ans, est unanimement reconnue comme une des interprètes les plus originales et les plus intenses à s'être fait connaître à la fin du siècle dernier", avait expliqué il y a une semaine M. Barbera en annonçant cette décision. Ann Hui, quant à elle, est une des réalisatrices les plus appréciées, prolifiques et polyvalentes du continent asiatique.



la guerre de libération nationale comme Djamilia Bouhired, Hassiba Ben Bouali, Djamilia Boupacha, Samia Lakhdari, Yasmine Belkacem, Zohra Drif, Zohra Ghomari, Jacqueline Guerroudj ou encore Annie Steiner sont détaillés dans un chapitre dédié aux femmes combattantes, aux "porteuses de feu", aux membres de la Fédération de France du FLN dont Zina Haraïgue, Nadia Seghir Mokhtar ou Aïcha Aliouat, et aux nombreuses "infirmières de la révolution". Il est également question des européennes d'Algérie engagées dans la lutte pour l'indépendance, du réseau des porteurs de valises, des condamnées à mort, des victimes de tortures et de viols, des martyres et des camps d'internement pour femmes. L'ouvrage consacre également un chapitre à la période contemporaine (postindépendance) en mettant en avant des figures politiques, journalistiques, littéraires, artistiques, sportives. Médecin chercheur et enseignant à l'université d'Alger, Mostéfa Khiati est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'Algérie et celle de la médecine algérienne dont "Histoire de la médecine en Algérie de l'antiquité à nos jours" (2003). "Les blouses blanches de la révolution" (2011), "Histoire des épidémies, des famines et des catastrophes naturelles en Algérie" (2011), "Les irradiés algériens, un crime d'Etat" (2018) ou encore "L'Emir Abdelkader, ses alliés et ses ennemis" (2018).

JUSTICE Une nouvelle plateforme électronique de E-plainte

Le ministère de la Justice a mis en place une nouvelle plateforme électronique qui permettra aux citoyens d'introduire leurs plaintes ou requêtes à distance, et ce dans le cadre de la poursuite du processus de développement et d'amélioration des prestations offertes aux citoyens et aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, a indiqué mardi un communiqué du ministère.



Ainsi, une présentation détaillée sur ce nouveau service sera organisée mercredi au siège de la Direction générale de la modernisation de la justice à Bir Mourad Rais (Alger), au profit des représentants de médias, a précisé le communiqué.

Afin de bénéficier de cette prestation, le plaignant doit accéder à la plateforme "Parquet électronique" dédiée à cet effet, disponible via le portail

électronique du ministère de la Justice afin de renseigner le formulaire d'enregistrement à distance d'une plainte/requête avec un ensemble d'informations personnelles sur son identité complète, son adresse de résidence et son numéro de téléphone portable, en plus de préciser le type et le contenu de sa plainte/requête.

Cette plainte/requête est automatiquement transférée au représentant

du parquet (le procureur de la République au niveau du tribunal ou le procureur général au niveau de la Cour) qui prendra les mesures appropriées et donnera suite à cet égard. Le plaignant est informé du cours de sa plainte/requête et des mesures prises ou nécessaires à prendre, via la plateforme "Parquet électronique" et aussi, via un SMS et/ou sa boîte de messagerie électronique.

ETATS UNIS

Twitter retire une vidéo postée par Trump pour désinformation sur le Covid-19

Twitter a retiré lundi soir une vidéo postée par le président américain Donald Trump, qui diffusait de "fausses informations" sur le nouveau coronavirus, a indiqué mardi le réseau social. La plateforme a également suspendu mardi provisoirement le compte Twitter de son fils, Donald Trump Junior, qui a rediffusé la vidéo.

"Les tweets accompagnant la vidéo violent notre politique concernant la désinformation sur le Covid-19", a indiqué un porte-parole, à propos de la vidéo retirée du compte du président républicain. Twitter s'est refusé à donner plus d'informations, notamment sur le nombre de personnes ayant pu regarder la vidéo.

Cette dernière avait déjà été retirée par Facebook lundi soir, a indiqué un porte-parole du premier réseau social mondial. "Nous avons supprimé cette vidéo parce qu'elle partageait de fausses informations sur les remèdes et les traitements du Covid-19", a expliqué le porte-parole. Cette vidéo montrait un groupe de médecins faisant des déclarations trompeuses et fausses sur la pandémie de coronavirus.

Selon le Washington Post, plus de 14 millions de personnes l'ont regardée via Facebook. Puis, quelques heures plus tard, le président Donald Trump a tweeté plusieurs clips de la même vidéo à ses 84,2 millions d'abonnés. La vidéo affirme entre autres que les masques ne sont pas nécessaires pour arrêter la maladie.

Twitter est la principale plateforme de communication de Donald Trump mais depuis quelques semaines, le réseau a pris ses distances, n'hésitant pas à sanc-



tionner des tweets du président. A titre d'exemple, Twitter avait épinglé le 23 juin le président américain avec une mention signalant qu'un de ses tweets "enfreignait" les règles du réseau portant sur les "comportements inappropriés", tout en laissant la possibilité de le lire.

Quelque temps avant, la plateforme avait signalé comme trompeurs des propos de Donald Trump sur le vote par correspondance, articles de journaux à l'appui. Puis elle avait épinglé un autre tweet pour "apologie de la violence": "Les pillages seront immédiatement accueillis par les balles", déclarait Donald Trump au sujet des manifestations qui dégénéraient parfois en émeutes.

Mardi, Twitter a aussi suspendu le compte du fils du président. "Ce compte n'a pas été suspendu définitivement", a indiqué le porte-parole de Twitter. "Selon la capture d'écran, le tweet doit être supprimé car il enfreint nos règles (sur le partage de fausses informations sur le Covid-19), et le compte aura des fonctionnalités limitées pendant 12 heures", a-t-il ajouté. En d'autres termes, Donald Trump Jr sera restreint dans ses possibilités de tweeter.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

Adresse sise C.W n°115 Route de Baraki El Harrach-Alger.

Identification fiscale n° : 408002002016062

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 04/D.P.C/2020

La Direction de la Protection Civile de la Wilaya d'Alger, lance un Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de deux unités de la protection civile, en lots séparé comme suit :

Lot n° 01 : Réalisation de l'unité de la protection civile à Bab El Oued

Lot n° 02 : Réalisation de l'unité de la protection civile à Belouzdad,

NB : le soumissionnaire peut soumissionner pour les deux lots mais il ne pourra être retenu que pour un seul lot.

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux destinés aux entreprises ayant :

-**Capacité professionnels** : titulaire d'un certificat de qualification de **catégorie 3** ou plus en bâtiment (code 331-3110), « activité principale » ;

-**Capacité financières** : le soumissionnaire doit avoir un chiffre d'affaire d'un minimum de 50 000 000,00 DA calculée sur la base de la moyenne des bilans des trois (3) dernières années.

-**Capacité techniques** : le soumissionnaire doit avoir :

a-Moyens humains : au moins un ingénieur en génie civil, architecte ou TS en bâtiment, appuyé par la déclaration de cotisation mensuelle (attestation d'affiliation) auprès de la CNAS/ou/CASNOS /ou CACOPBATH en cours de validité et copie des diplômes.

b-Moyens matériels : ayant au moins un camion de transport (2,5 T et plus) justifié par (carte grise, carte d'assurance et fiche de contrôle technique).

c-Référence professionnelles : ayant réalisé au moins un projet de travaux Bâtiment tous corps d'état, (les attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrage Publics).

Les opérateurs économiques (personnes physiques ou morales) intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges élaboré à cette fin auprès du service de l'administration et de la logistique de la Direction de la Protection Civile de la Wilaya d'Alger, sis à l'adresse susvisée, ouvert tous les jours de la semaine (sauf le week-end), de 8h00 mn à 12h00 mn et de 13h00 mn à 16h30 mn.

Les offres doivent contenir obligatoirement :

- A - un dossier de candidature.
- B - une offre technique.
- C - une offre financière.

Pour être recevables, les offres sus indiquées (A, B et C), insérées dans un pli chacun, cachetés et portant sur leurs faces principales, l'une des mentions : "dossier de candidature", "offre technique" ou "offre financière", ainsi que la dénomination et l'adresse du soumissionnaire, doivent être mises dans une 4ème enveloppe, cachetée et anonyme, ne portant extérieurement que les mentions ci-dessus :

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales n°04/DPC/2020

La réalisation de deux unités de la protection civile, en lots séparé comme suit :

Lot n° 01 : Réalisation de l'unité de la protection civile à Bab El Oued

Lot n° 02 : Réalisation de l'unité de la protection civile à Belouzdad

"A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres"

La durée de préparation des offres est fixée à vingt et un (21) jours, à compter de la première date de parution du présent avis sur les quotidiens nationaux et/ou le B.O.M.O.P, l'heure de dépôt des offres est le dernier jour du délai de préparation des offres au plus tard à (12h00 mn) heures limite.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le jour de dépôt des offres à treize heures (13 h 00 mn) au siège de la Direction de la Protection Civile de la Wilaya d'Alger.

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité de l'offre est égale à la durée de préparation de l'offre estimée à (21) jours augmentée de trois (3) mois.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Les ex



Antoine Repp, psychanalyste, a écrit un ouvrage sur les moyens de dépasser les histoires d'amour qui se sont mal finies. Alors qu'il est invité régulier à une émission de radio pour en parler, plusieurs personnes se retrouvent confrontées à des ex. Julie découvre ainsi avec stupeur que le père Laurent, qui doit la marier, est un ancien petit-ami. Didier est juge aux affaires familiales. Il ne supporte plus son épouse. Greg, chauffeur privé, doit s'occuper du chien de son ex. Il cherche à s'en débarrasser. Lise, policière, agresse Serge le nouvel ami de Marina, dont elle est toujours amoureuse.

france 2 21:05

La course des champions



De nuit, dans l'enceinte mythique du stade de France cette course poursuite oppose un coureur amateur et un véritable champion. Le sportif amateur doit franchir cinq obstacles spectaculaires qui peuvent lui rapporter de 2500 à 50000 euros. S'il termine le parcours, il pourra alors tenter l'ultime défi, pour espérer remporter 100 000 euros. Deux minutes après son départ, c'est au champion d'entrer dans le jeu. Sa mission : rattraper le coureur, le rattraper et l'éliminer définitivement de la partie. Aux côtés de Teddy Riner, Oliver Minne, Sandy Heribert, Laury Thilleman commentent les coulisses de la compétition.

france 3 20:55

Disparue



Alors qu'elle pique-nique avec des amis au bord du lac de Miribel (Ain), Rose, la fille de Molina fait une découverte. L'affaire prend alors une tout autre tournure. L'inspecteur poursuit ses investigations pour faire la lumière sur ce dossier qui se révèle de plus en plus complexe. Le policier a bien compris que les proches de la disparue ne lui ont pas tout dit.

CANAL+ 20:45

Penny Dreadful : City of Angels



Raul est sorti du coma. Mateo lui remémore les événements qui se sont déroulés lors de l'intervention de la police. Il lui avoue que Tiago a tiré sur lui pour l'arrêter. La conseillère Beck s'oppose au projet de construction d'auto-route prévu par M. Townsend. De son côté, Molly Jane tente de se rapprocher de Tiago.

6 21:05

Les copains d'abord



Les familles Binarelli et Cappelin, voisines et très fusionnelles, partagent de nombreux moments. Apprenant un jour qu'elles sont contraintes de quitter leur appartement, elles décident de tout faire pour continuer à vivre ensemble. Elles se lancent alors dans un concours qui leur permettrait de construire l'immeuble de leurs rêves. Il leur faut alors trouver un architecte, un financement et... leurs futurs voisins.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2519

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

5		1		6		7		6		9
	3		9				2		3	
9		5	1	4		1		9	5	7
1	6		3	7		6	4		5	8
	3	7					6	1		
3		8		5		2		3		4
4		7		8		5		7		2
		9		2		5		2		7
					6	1				
					4					
					7	2				
6		4		9		8		5		3
	1		2		9		1		4	
7		9		6			7		2	8
	2	6				3	9		6	7
2	9		6	5				9	5	
		9	3			9		6		4
5		6		4				8		
	3		9						2	
8		3		1		7		9		8

Horizontalement :

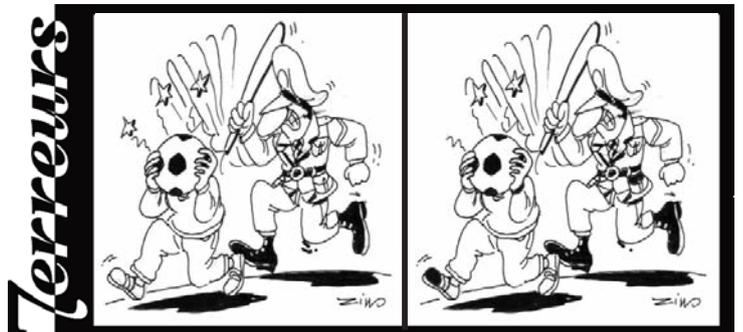
- 1 - Il dit la même chose, mais avec d'autres mots
 - 2 - Disparus - Mise en ordre
 - 3 - Marquait d'un sillon - Obligation de scout
 - 4 - Beau bleu - Elimina
 - 5 - Acquiescement d'autrefois - En souplesse
 - 6 - Adoucissement - Demande avec déférence
 - 7 - Emportement classique - Pas très dispose
 - 8 - Symbole du 38
 - 9 - Faire parler ses sabots - Artiste spécialiste des accumulations
 - 10 - Employer - Egalisée
- Verticalement :
- 1 - Magasin
 - 2 - Progresser - Elu pour l'agenda
 - 3 - Coup de commando - Faire face
 - 4 - Disposé en tore - Gibier pour les anciens
 - 5 - Parasite de l'humanité - Pronom pour madame
 - 6 - Têtes de cochons - Vallée pyrénéenne
 - 7 - Joviales - Il vaut bien le platine
 - 8 - Refuge sûr - Crotté
 - 9 - Atténuas
 - 10 - Mot de liaison - Asticot - Manganèse au labo
- Sinistres initiales :
- 1 - Donnais un aspect citadin
 - 2 - Aber - Pas très reluisantes

"Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va."

Sénèque

Mots croisés n°2519

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



RUGBY À VII Les deux premières étapes du circuit mondial 2020-2021 annulées

Les deux premières étapes de la prochaine saison du circuit mondial masculin de rugby à VII, prévues cet automne à Dubaï et au Cap, ont finalement été annulées, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé mercredi World Rugby.

Ces étapes de reprise traditionnelle du circuit masculin, prévues fin novembre et début décembre, prévoyaient aussi des tournois féminins, pendant les mêmes week-ends, et qui ont été eux aussi annulés.

World Rugby et ses partenaires "continuent de travailler au maintien du reste des circuits mondiaux masculin et féminin 2021".

L'instance mondiale espère aussi pouvoir organiser au cours du premier semestre 2021 les tournois de repêchage, avec à la clé, les derniers billets pour les JO de Tokyo, reportés à l'été 2021.

Il reste une place pour le tournoi masculin et deux pour le tournoi féminin.

Le circuit mondial 2019-2020 ayant été interrompu début mars par la pandémie, la Nouvelle-Zélande a été sacrée championne chez les messieurs comme chez les dames.

RUGBY L'ancien All Black Andy Haden est mort à 69 ans

L'ancien 2e ligne Andy Haden, qui comptait 41 sélections avec les All Blacks dont huit comme capitaine, est décédé à l'âge de 69 ans des suites d'un cancer, a indiqué la Fédération néozélandaise mercredi.

Imposant 2e ligne, Haden a joué 117 matches au total sous le maillot noir dont 41 test-matches internationaux, le premier contre les Lions britanniques et irlandais en 1977, le dernier contre l'Argentine en 1985.

Il était "regardé à l'étranger comme le principal obstacle à surmonter pour pouvoir envisager une victoire contre la Nouvelle-Zélande", estimait l'écrivain spécialiste du rugby, Bob Howitt, qui parlait d'Haden comme un joueur "sans égal sur la scène internationale" à son poste.

Hors du terrain, Haden se battait pour donner un statut professionnel au rugby, avec un but affiché de devenir le "premier millionnaire du rugby", ce qui l'a poussé à venir jouer dans les années 1970 en Europe, en France et en Italie, où les meilleurs pouvaient espérer vivre de leur sport.

"Plus que quiconque, c'est à lui que l'on doit l'accession du rugby au statut professionnel", a rendu hommage son ancien club, le Ponsonby rugby d'Auckland. "Les joueurs d'aujourd'hui qui gagnent bien leur vie ont bien des raisons de le remercier".

"Je me souviens de la façon dont il s'occupait des jeunes joueurs qui arrivaient chez les All Blacks, et comment il défendait les droits des joueurs pendant et après sa carrière de joueur", a déclaré le président de la fédération néozélandaise Bill Osborne, ancien coéquipier.

Après sa carrière, Haden a monté avec succès une agence pour représenter des joueurs, mais aussi la mannequin Rachel Hunter.

Nommé ambassadeur de la Coupe du monde 2011 dans son pays, il avait finalement dû démissionner de ce poste honorifique après des commentaires controversés, jugés sexistes et racistes.

ATHLÉTISME La fédération internationale veut maintenir une équité technologique pour les chaussures de course jusqu'aux JO

La fédération internationale d'athlétisme (World Athletics) a annoncé mardi qu'à des fins d'équité sportive, à un an des Jeux olympiques de Tokyo, elle allait mettre à disposition des athlètes sans sponsor les chaussures bénéficiant des dernières avancées technologiques dont sont équipés certains des meilleurs mondiaux.

Les athlètes portant des Nike Vaporfly, dont les lames de carbone à l'intérieur des semelles offrent une sensation de propulsion à chaque foulée, ont établi de nombreux records personnels et, dans les épreuves de longue distance, ont réussi 31 podiums sur 36 possibles lors des six principaux marathons au programme de l'année dernière.

Ces chaussures à la technologie révolutionnaire avaient immanquablement été accusées d'instaurer une concurrence déloyale.

World Athletics avait déjà limité l'épaisseur de la semelle à 4 centimètres, une règle maintenue dans ses décisions approuvées la semaine dernière lors de son conseil.

Dans un communiqué publié mardi, l'instance sportive internationale annonce par ailleurs sa décision d'adopter un "système de mise à disposition des chaussures d'athlétisme" devant permettre à tous les athlètes de bénéficier des mêmes avancées technologiques.

"Ces modifications visent



à maintenir le statu quo technologique actuel jusqu'aux Jeux olympiques de Tokyo pour toutes les épreuves jusqu'à ce que le Groupe de travail sur les chaussures d'athlétisme nouvellement formé, comprenant des représentants des fabricants de chaussures et de la Fédération mondiale de l'industrie des articles de sport (WFSG), fixe les paramètres permettant

d'atteindre le juste équilibre entre innovation, avantage compétitif, universalité et disponibilité", indique World Athletics dans son communiqué. Le directeur général Jon Ridgeon a déclaré que le report des Jeux olympiques de Tokyo de 2020 (en 2021 en raison de la pandémie de coronavirus) avait donné à l'instance dirigeante "plus de temps pour consulter les par-

ties prenantes et les experts et élaborer de nouvelles règles" en vigueur jusqu'à la fin de 2021.

"Nous disposons désormais d'une meilleure vue d'ensemble des technologies qui ont déjà investi le marché.

Il nous faut fixer des règles qui permettront de maintenir le statu quo jusqu'après les Jeux olympiques de Tokyo", a-t-il encore dit.

BADMINTON Annulation de tous les tournois au programme en septembre

La Fédération mondiale de Badminton (BWF) a annoncé, mercredi sur son site, l'annulation de ses compétitions programmées pour le mois de septembre.

Il s'agit des tournois de Yonex Taipei Open 2020 (01-06 septembre), Open de Corée (08-13 septembre), Victor China Open (15-20 septembre) et Daihatsu Yonex Japan Open (22-27 septembre). " Cette décision est prise à la lumière des développements en cours entourant la propagation du COVID-19, et dans le meilleur intérêt de la santé de tous, car nous estimons que le bien-être de toutes les personnes impliquées est le plus important en ce moment ", a indiqué l'instance mondiale, assurant qu'une mise à jour sur le reste des tournois pour 2020 sera faite en temps opportun. L'Algérie devrait abriter deux tournois internationaux en octobre prochain à Alger.



L'Open seniors (individuel/garçons et filles) du 22 au 25 octobre et à travers cette compétition, les athlètes concourront pour des points afin d'améliorer leur classement international pour une

éventuelle place aux JO-2021. Le second tournoi concernera la catégorie des juniors (individuel/garçons et filles) et devrait avoir lieu du 26 au 28 octobre prochain.

ATHLÉTISME / COVID-19 Le Mémorial Van Damme de Bruxelles à huis clos

La 44e édition du Mémorial Van Damme, prestigieuse meeting de la Ligue de Diamant d'athlétisme, est maintenue pour le vendredi 4 septembre prochain au stade Roi Baudouin de Bruxelles (Belgique), mais se déroulera à huis clos en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), selon l'organisateur Golazo. "En tant qu'organisateur, nous ne voulons prendre aucun

risque, et apporter de la clarté", a expliqué mercredi Cédric Van Branteghem, directeur du meeting, en faisant référence à la pandémie de Covid-19. "La décision a été prise en consultation avec le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close, ainsi que le sponsor titre de l'événement, AG", a encore précisé Golazo dans son communiqué. L'affiche est alléchante, puisque chez les messieurs, le Britan-

ique Mohamed Farah et le Belge d'origine somalienne Bashir Abdi essayeront de s'attaquer au record du monde de l'heure, détenu par Haile Gebreselassie depuis 2007 (21 km 283m), alors que le perchiste suédois, Armand Duplantis, sera l'autre tête d'affiche côté masculin. Chez les dames, la soirée verra la Belge Nafissatou Thiam, championne olympique de l'heptathlon, se frotter à sa rivale

britannique Katarina Johnson-Thompson sur un triathlon unique en son genre, avec le 100 m/haies, le lancer du poids et le saut en hauteur.

La Ligue de Diamant, principal circuit international d'athlétisme, a été amputée de six de ses meetings (Eugene, Londres, Paris, Rabat, Gateshead et Shanghai).

Il reste désormais six meetings officiels, dont le premier est prévu le 14 août, à Monaco.

La FAF valide l'arrêt de la compétition, le CRB déclaré champion 2019-2020

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), réuni mercredi en session extraordinaire, a validé l'arrêt du championnat de Ligue 1 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), déclarant ainsi le CR Belouizdad sacré champion de la saison 2019-2020.

Le CRB, leader de la Ligue 1 au terme de la 22e journée, soit peu avant la suspension de la compétition décidée par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le 16 mars dernier, remporte le titre pour la 7e fois de son histoire. Il comptabilise 40 points, soit trois de plus que l'ES Sétif et le MC Alger, qui terminent conjointement à la 2e place avec 37 points chacun. Contrainte de recourir à une consultation écrite auprès des membres de l'assemblée générale, suite au refus de la tutelle d'organiser une assemblée générale extraordinaire (AGEx), l'instance fédérale a validé le choix B3, adopté à la majorité par les membres de l'AG. Il prévoit la désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation. Dans le formulaire envoyé aux 112 membres de l'AG, il était question d'abord de choisir entre A et B : poursuite ou arrêt de la saison. Dans le cas où la seconde option a été cochée, chaque membre a eu à choisir entre B1, B2 et B3 qui équivalent à : saison blanche (résultats de la saison 2019-2020 annulés), désignation des lauréats, clubs qui accèdent et ceux qui rétrogradent et enfin désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation. La validation du choix B3 est synonyme ainsi d'un léger remaniement apporté au nouveau système de compétition pyramidal, adopté par l'AGEx le 17 septembre 2019, avec notamment une Ligue 1 professionnelle composée de 20 clubs et une Division 2 de deux groupes de



18 formations chacun. Outre les 16 clubs de l'élite, les quatre premiers de la Ligue 2 accéderont en Ligue 1, alors que les huit premiers clubs des différents groupes de la Division nationale amateur (DNA) seront promus en Division 2. La consultation écrite a permis à 96 membres sur l'ensemble des 112 (85,7%) composant l'AG de s'exprimer, alors que 16 autres (14,3%) ont préféré s'abstenir, dont la Ligue de football professionnel (LFP). Trois membres ont transmis une fiche non renseignée. Sur l'ensemble des 32 clubs composant les deux Ligues professionnelles, seules la JS Kabylie et l'ES Sétif ne se sont pas exprimées. Pour rappel, le Bureau fédéral de la FAF a maintenu à deux reprises sa décision prise le 30 avril pour la poursuite de la saison 2019-2020, tout en précisant que seuls les pouvoirs publics sont habilités à décider d'un éventuel retour aux activités sportives et footballistiques. Mais le 9 juillet, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions.

Composition de la Ligue 1 professionnelle et de la Division 2 en 2020-2021

Composition de la Ligue 1 professionnelle et de la Division 2 lors de la saison 2020-2021, à l'issue de la validation mercredi par le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), réuni en session extraordinaire, de l'arrêt de la compétition en raison de la pandémie de Covid-19 :

Ligue 1 professionnelle de 20 clubs :

CR Belouizdad, ES Sétif, MC Alger, JS Kabylie, CS Constantine, JS Saoura, AS Ain M'Ilia, MC Oran, USM Alger, Paradou AC, USM Bel-Abbès, ASO Chlef, CA Bordj Bou Arreridj, US Biskra, NA Hussein-Dey, NC Magra, Olympique Médéa, JSM Skikda, WA Tlemcen, RC Relizane

Division 2 de 2 groupes (18 clubs chacun) :

Clubs maintenus de la saison 2019-2020 :

RC Arbaâ, AS Khroub, MCE Eulma, ASM Oran, DRB Tadjenanet, USM Annaba, MC Saïda, Amel Boussaâda, OM Arzew, MO Béjaïa, JSM Béjaïa, USM El-Harrach

Clubs promus de la Division nationale amateur (DNA) :
Groupe Centre : CR Béni-Thour, WA Boufarik, ES Ben Aknoun, CRB Ain Oussera, IB Lakhdar, WR M'sila, RC Kouba, (JS Haï Djebel ou CRB Dar El-Beïda ou USM Blida, ces trois clubs ont le même nombre de points, ndlr)

Groupe Est : CRB Ouled Djellal, MO Constantine, MSP Batna, CA Batna, US Chaouia, USM Khenchela, HB Chelghom-Laïd, NRB Telegema

Groupe Ouest : CR Témouchent, IRB El-Kerma, MCB Oued Sly, RCB Oued R'hiou, SC Ain Defla, JSM Tiaret, SKAF Khemis Meliana, US Remchi.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE Le palmarès après le sacre du CR Belouizdad

Palmarès du Championnat d'Algérie de football après le sacre du CR Belouizdad, annoncé lors de la réunion extraordinaire du Bureau exécutif de la Fédération algérienne mercredi pour décider de l'avenir de la saison 2019-2020, arrêtée en raison de la pandémie de coronavirus :

1962-1963 : USM Alger
 1963-1964 : USM Annaba
 1964-1965 : CR Belcourt (CRB)
 1965-1966 : CR Belcourt (CRB)
 1966-1967 : NA Hussein-Dey
 1967-1968 : ES Sétif
 1968-1969 : CR Belcourt (CRB)
 1969-1970 : CR Belcourt (CRB)
 1970-1971 : MC Oran
 1971-1972 : MC Alger
 1972-1973 : JS Kawkabi (JSK)
 1973-1974 : JS Kawkabi (JSK)
 1974-1975 : MC Alger
 1975-1976 : MC Alger
 1976-1977 : JE Tizi-Ouzou (JSK)
 1977-1978 : MP Alger (MCA)
 1978-1979 : MP Alger (MCA)
 1979-1980 : JE Tizi Ouzou (JSK)
 1980-1981 : RC Kouba
 1981-1982 : JE Tizi Ouzou (JSK)
 1982-1983 : JE Tizi Ouzou (JSK)
 1983-1984 : GCR Mascara (GCM)
 1984-1985 : JE Tizi-Ouzou (JSK)
 1985-1986 : JE Tizi-Ouzou (JSK)
 1986-1987 : EP Sétif (ESS)
 1987-1988 : MP Oran (MCO)
 1988-1989 : JE Tizi-Ouzou (JSK)
 1989-1990 : JS Kabylie
 1990-1991 : MO Constantine
 1991-1992 : MC Oran
 1992-1993 : MC Oran
 1993-1994 : US Chaouia
 1994-1995 : JS Kabylie
 1995-1996 : USM Alger
 1996-1997 : CS Constantine
 1997-1998 : USM El-Harrach
 1998-1999 : MC Alger
 1999-2000 : CR Belouizdad
 2000-2001 : CR Belouizdad
 2001-2002 : USM Alger
 2002-2003 : USM Alger
 2003-2004 : JS Kabylie
 2004-2005 : USM Alger
 2005-2006 : JS Kabylie
 2006-2007 : ES Sétif
 2007-2008 : JS Kabylie
 2008-2009 : ES Sétif
 2009-2010 : MC Alger
 2010-2011 : ASO Chlef
 2011-2012 : ES Sétif
 2012-2013 : ES Sétif
 2013-2014 : USM Alger
 2014-2015 : ES Sétif
 2015-2016 : USM Alger
 2016-2017 : ES Sétif
 2017-2018 : CS Constantine
 2018-2019 : USM Alger
 2019-2020 : CR Belouizdad.

ALGÉRIE

Trois réunions régionales en vue avec les clubs de Ligue 1 et 2

La Ligue de football professionnel (LFP) a annoncé, mercredi, la tenue prochaine de plusieurs réunions regroupant le président de la chambre nationale de résolution des litiges, les présidents et capitaines des clubs de Ligue 1 et 2.

Aucune date n'a été avancée par la Ligue, pour la tenue de ces réunions. "L'objectif des ces réunions régionales au nombre de trois et auxquelles assisteront les membres du bureau fédéral et du bureau de la LFP est de sensibiliser les joueurs et les clubs sur la question des relations de travail à la lumière des directives de la FIFA communiquées au début de la crise sanitaire", a indiqué la LFP, dans un communiqué, à l'issue de la réunion de son bureau exécutif, tenue mardi.

Enfin, l'instance chargée de la gestion de la compétition professionnelle a lancé un appel à tous les acteurs du football à "favoriser la voie de la sérénité pour le bien de notre football".

AVENIR DE LA SAISON 2019-2020

Khaldi appelle le bureau fédéral de la FAF à "privilégier l'intérêt suprême du pays"

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a appelé mardi le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), à l'occasion de sa réunion prévue mercredi pour décider du sort du championnat national 2019-2020, à "privilégier l'intérêt suprême du pays et faire preuve de sens de responsabilités, de sagesse et de raison".

"Le bureau fédéral est le seul organe habilité à décider du sort de la saison en cours, conformément à l'article 82 des statuts de la FAF.

Je saisis cette occasion pour lui demander de mettre l'intérêt suprême du pays au-dessus de toutes autres considérations et de faire preuve d'un sens de responsabilités, de sagesse et de raison", a déclaré le ministre en marge de la signature d'un accord-cadre à Alger entre les ministères de la Jeunesse et des Sports et de la Poste et des Télécommunications pour accompagner le mouvement sportif national.

Il a également appelé la fédération, lorsqu'elle traitera ce dossier, à "instaurer une atmosphère de tranquillité et de stabilité, surtout dans cette circonstance exceptionnelle que traverse notre pays et les grands défis qui l'attendent".

L'avenir de la saison footballistique 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison de la pandémie de Covid-19, sera connu mercredi au terme de la réunion extraordinaire du Bureau fédéral de la FAF, provoquée pour examiner les résultats de la consultation écrite initiée à cet effet.

Lundi soir, la FAF a dévoilé les premiers chiffres relatifs à cette consultation écrite. 96 membres sur l'ensemble des 112 (85,7%) composant l'AG se sont exprimés, alors que 16 autres (14,3%) ont préféré s'abstenir.

Trois membres ont transmis une fiche non renseignée. Sur l'ensemble des 32 clubs composant les deux Ligues professionnelles, seules la JS Kabylie et l'ES Sétif ne se sont pas exprimées. Selon une source autorisée, la majorité écrasante a opté pour l'arrêt de la saison, tout en retenant le choix B3 (désignation des lauréats, des clubs qui accèdent mais sans relégation), en attendant son approbation par le BF. Le CR Belouizdad, leader de la Ligue 1 au terme de la 22e journée, serait ainsi proclamé champion de la saison, pour la 7e fois de son histoire.

L'on s'achemine ainsi vers une Ligue 1 professionnelle composée de 20 clubs la saison prochaine et une Division 2 de deux groupes de 18 formations chacun.

NICE

Yanis Hamache transféré à Boavista

Le Franco-Algérien Yanis Hamache va quitter l'OGC Nice pour évoluer au Portugal, avec Boavista, où il est attendu pour sa première aventure loin de la France, a rapporté mercredi France Football.

Selon le magazine, Hamache, confronté à une rude concurrence dans son poste de latéral gauche à Nice, va parapher jeudi un contrat de 3 ans avec Boavista, 12e du dernier Championnat du Portugal où il pourra trouver un bon point de chute pour développer son potentiel. Le club portugais ne paiera pas d'indemnité de transfert à Nice, qui percevra un pourcentage à la revente.

Prêté au Red Star l'an passé où il a disputé 24 rencontres toutes compétitions confondues (2 buts, 1 passe décisive), Yanis Hamache (21 ans) était l'un des joueurs les plus utilisés par l'entraîneur de l'OGC Nice, Patrick Vieira, durant la période de préparation.

Il a disputé trois rencontres amicales avec Nice depuis son retour de prêt, à savoir face à l'OL (0-1), Saint-Etienne (1-4) et les Glasgow Rangers (0-2).

Possédant la nationalité franco-algérienne, Hamache a opté pour l'Algérie et son souhait est "d'avoir un temps de jeu adéquat pour taper dans l'oeil (du sélectionneur) Djamel Belmadi et porter le maillot de l'équipe nationale".

Avant ce transfert au Portugal, Yanis Hamache était dans le viseur du Cercle de Bruges ainsi que de Mouscron en Belgique en plus de Pau et Rodez en Ligue 2 française.

COMMUNITY SHIELD

Le match programmé le 29 août

Le match du Community Shield, opposant chaque année le champion d'Angleterre de football au détenteur de la Coupe, se jouera le samedi 29 août prochain à Wembley, a annoncé mercredi la Fédération anglaise.

L'affiche de cette année opposera Liverpool, sacré champion pour la première fois depuis 1990, au vainqueur de la Cup, Chelsea ou Arsenal.

Battu par Manchester City l'an dernier lors du Community Shield (1-1, 5-4 aux t.a.b.), Liverpool aura de nouveau sa chance cette année.

L'heure du coup d'envoi sera précisée prochainement.

Le Bayern Munich fixe le prix de Thiago Alcántara à 30 M€

Le Bayern Munich, champion d'Allemagne en titre, est prêt à libérer son milieu espagnol Thiago Alcántara pour 30 millions d'euros lors du mercato estival, rapporte mercredi SportBild. "Le Bayern Munich a en tout cas fixé le prix de Thiago Alcántara à 30 millions d'euros pour cet été et la suite du mercato bavarois dépendra de sa potentielle vente, ainsi que de celle de Corentin Tolisso" a écrit le média allemand.

Pour sa part, le milieu espagnol a fait savoir à ses dirigeants qu'il souhaitait un nouveau défi et ne comptait pas prolonger son contrat, cette décision a encouragé la direction allemande pour fixer son prix.

Selon la même source, plusieurs clubs européens sont intéressés par l'Espagnol, notamment ceux de la Premier League.

APS

INFRASTRUCTURES

La CAF exige des stades "appropriés et de haute qualité"

La Confédération africaine de football (CAF) a exigé, dans une correspondance adressée aux associations affiliées, de garantir des stades "appropriés et de haute qualité", pour abriter les différentes compétitions internationales et interclubs.

"La CAF entend assurer l'utilisation de stades appropriés et de haute qualité, afin que les joueurs et les supporters puissent savourer ce merveilleux sport qu'est le football", a indiqué la CAF dans son document.

L'homologation des différents stades de football sera à nouveau examinée par les inspecteurs de la CAF et leurs équipes d'experts chargées du contrôle de qualité.

"Plusieurs aspects doivent être rigoureusement évalués dans les stades africains, liés au terrain, aux projecteurs, au confort, à la sûreté, à la sécurité des spectateurs, des joueurs et des officiels, des installations des médias", précise l'instance continentale. Des critères précis qui serviront de baromètre pour valider ou pas le terrain de



jeu officiel conformément à la circulaire de la CAF.

Le document en question établit une politique d'homologation des stades de haute qualité pour les compétitions de la CAF. Enfin, la CAF a lancé des projets de

visites des stades à travers le continent, par lequel une équipe "d'inspecteurs de stades CAF hautement qualifiés, accompagnés de légendes du football, inspecteront des stades". Aucune date n'a été avancée pour la

programmation de ces visites d'inspection. Pour rappel, l'ensemble des compétitions organisées par la CAF sont suspendues depuis mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

LIGUE 1 (USM ALGER)

«Encore quelques détails à régler avant de dévoiler le futur entraîneur»

Le directeur général de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Abdelghani Haddi, a indiqué mardi que la direction est "toujours en discussions" avec l'éventuel futur entraîneur étranger, soulignant qu'il restait quelques détails à régler avant de dévoiler son identité.

"Les discussions sont toujours en cours avec un entraîneur étranger, pour diriger l'équipe la saison prochaine.

Il reste quelques détails à régler pour pouvoir annoncer son arrivée d'une manière officielle.

Pour le moment, nous préférons ne pas en dire plus par souci de préserver le cachet confidentiel des négociations", a indiqué à l'APS le DG du club algérois.

Invité à intégrer le futur staff technique de l'équipe, l'actuel entraîneur de l'USMA Mounir Zeghdoud, successeur de Dziri Billel en mars dernier, a refusé la proposition qui lui a été faite par la direction.

"Sur le plan contractuel, Zeghdoud occupe toujours le poste d'entraîneur jusqu'à la fin de la saison.

En tant qu'ancien joueur qui avait

marqué son passage à l'USMA, nous lui avons proposé l'idée de faire partie de la composante du futur staff technique, mais il a refusé pour des raisons personnelles. Nous respectons son choix", a-t-il ajouté.

S'agissant des dernières informations concernant la "libération" du défenseur Mohamed Rabie Meftah, considéré comme l'un des tauliers de l'effectif, Abdelghani Haddi a tenu à apporter des précisions.

"Meftah est en fin de contrat, il n'a pas été libéré. Seulement, la direction ne l'a pas invité à prolonger son bail, je le considère comme un joueur qui a admirablement marqué son passage à l'USMA, il n'a jamais failli à sa mission en mouillant son maillot à chaque fois.

Mais, le mouvement arrivées-départs fait partie de la vie d'un club, c'est une histoire de destin".

Concernant le milieu de terrain défensif Hamza Koudri et le gardien de but Mohamed Lamine Zemmamouche : "Ces deux joueurs font toujours partie de l'effectif, nous n'allons pas chambouler l'équipe. Notre priorité est de

préserver l'ossature, tout en engageant de nouveaux joueurs capables d'apporter un plus, selon les besoins définis.

Le directeur sportif Anthar Yahia est en train de travailler dans ce sens" a-t-il expliqué.

Appelé à évoquer les premiers mois du Groupe Serport, devenu actionnaire majoritaire dans la SSPA en mars dernier, le DG de l'USMA a assuré que la nouvelle direction "fait de son mieux" pour permettre au club d'amorcer une nouvelle étape.

"La nouvelle direction ne ménage aucun effort pour d'abord régler les dossiers en suspens, mais également se projeter sur l'avenir, et la nécessité de réaliser notre projet sportif, dont le fameux centre de formation.

Sur le plan purement technique, nous n'allons pas permettre des miracles aux supporters, d'autant que nous considérons le prochain exercice comme transitoire, tout en visant bien évidemment le podium.

Ce n'est qu'à partir de la saison 2021-2022 que l'USMA reverra ses ambitions à la hausse", a-t-il conclu.

LIGUE 1/MC ORAN

La candidature de Mahyaoui pour la présidence de la SSPA se précise

Le président du CSA/MC Oran, Tayeb Mahyaoui, s'appête à déposer sa candidature pour briguer le poste de président du Conseil d'administration de la Société sportive par actions (SSPA) du club de Ligue 1 de football, a-t-on appris mardi auprès de son entourage.

La SSPA/MCO est sans président depuis juin 2019, soit depuis la démission d'Ahmed Belhadj, qui a assuré cette mission pendant cinq saisons, rappelle-t-on.

Les interminables conflits entre les actionnaires ont porté un énorme préjudice à la formation phare de la capitale de l'Ouest et ralenti

le processus de son affiliation à l'entreprise "Hyproc Shipping Company" (filiale de Sonatrach), après que les deux parties aient signé un protocole d'accord en janvier 2019 sous le parrainage des autorités locales. Tayeb Mahyaoui promet justement de relancer ce processus, en assainissant d'abord la situation financière et administrative de la SSPA, comme exigé par la direction d'Hyproc pour conclure la transaction, a précisé la même source.

Ayant déjà présidé la SSPA/MCO lors de l'exercice 2010/2011, l'actuel patron du club amateur du "Mouloudia" s'est engagé, s'il venait d'être

élu lors de l'assemblée générale des actionnaires prévue le 10 août prochain, à se retirer de son poste, une fois le club racheté par "Hyproc" ou une autre entreprise publique, assure-t-on encore de même source.

La crise administrative et financière qui secoue le MCO a interpellé les autorités de la wilaya qui organisent depuis quelques semaines des rencontres à répétition entre les principaux actionnaires du club afin d'aplanir leurs divergences et les aider à trouver un consensus pour élire un nouveau président capable de remettre de l'ordre dans la maison, souligne-

t-on. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, en visite de travail à Oran la semaine passée, avait été à son tour interpellé par des supporters du MCO qui s'en sont plaints auprès de lui de la situation prévalant dans les hautes sphères de leur formation.

Le représentant du gouvernement avait lui aussi déploré l'état dans lequel s'est retrouvée la formation d'"Al Hamri", appelant les actionnaires à "régler leurs problèmes internes" pour permettre à leur club, qui n'a plus goûté à la joie des succès depuis 1995, de retrouver son lustre d'antan.

CUISANCE, UN JOUEUR TRÈS CONVOITÉ

Annoncé dans le viseur de Marseille, Metz et même les Girondins de Bordeaux, Mickaël Cuisance (20 ans) serait aussi sur les tablettes du RC Lens.

Selon "Foot mercato", le RC Lens apprécierait aussi les qualités du joueur du Bayern Munich et souhaiterait le recruter pour la saison à venir. Le club aurait également pris contact avec son entourage. A-faire à suivre...



MANCHESTER UNITED S'INTÉRESSE À MARCUS EDWARDS

Les Red Devils seraient séduits par le jeune joueur.

Qualifiée pour la prochaine Ligue des Champions, la formation de Manchester United envisage de recruter plusieurs joueurs lors du mercato d'été. Selon le média O Jogo, un jeune anglais aurait tapé dans l'oeil des Red Devils. Il s'agit de Marcus Edwards. Jeune ailier droit de 21 ans, ce dernier porte actuellement les couleurs du Vitória Guimarães où il est lié jusqu'en juin 2023.

Arrivé l'été dernier librement en provenance de Tottenham, l'international U20 anglais a explosé cette saison dans le championnat portugais. Apparu à 26 reprises, il a inscrit sept buts et délivré neuf passes décisives.

VARDY MEILLEUR BUTEUR

Si Leicester ne jouera pas la Ligue des Champions la saison prochaine et a terminé à la cinquième place de Premier League suite à sa défaite 2-0 contre Manchester United, Jamie Vardy ne rentre pas bredouille.

L'attaquant anglais achève la saison avec le Golden Boot, le trophée de meilleur buteur du championnat anglais.

Avec 23 réalisations en championnat, l'attaquant anglais termine donc premier devant Pierre-Emerick Aubameyang auteur d'un doublé avec Arsenal contre Watford (victoire 3-2) et Danny Ings qui a inscrit un penalty lors de la victoire de Southampton contre Sheffield United (3-1). Les deux hommes ont inscrit 22 réalisations. Jamie Vardy du haut de ses 33 ans est aussi le plus vieux meilleur buteur du championnat anglais.

Le classement des buteurs en Premier League :

- Jamie Vardy (Leicester) 23 buts
- Pierre-Emerick Aubameyang (Arsenal) 22 buts
- Danny Ings (Southampton) 22 buts
- Raheem Sterling (Manchester City) 21 buts
- Mohamed Salah (Liverpool) 19 buts
- Harry Kane (Tottenham) 18 buts
- Sadio Mané (Liverpool) 18 buts
- Raul Jimenez (Wolverhampton) 17 buts
- Anthony Martial (Manchester United) 17 buts
- Marcus Rashford (Manchester United) 17 buts

Maddison prolonge à Leicester City

Le milieu international anglais, James Maddison, vient de parapher un nouveau contrat avec sa formation de Leicester. Leicester City a trouvé un accord avec James Maddison pour une prolongation de contrat. Goal peut confirmer que l'international anglais a lié son futur à celui des Foxes jusqu'en 2024.

Manchester United avait montré un sérieux intérêt pour l'international anglais, mais ce dernier a décidé de continuer avec la formation de Brendan Rodgers. Un nouveau deal qui lui permettra de toucher désormais 120000€ par semaine. Cela le place aux côtés de Jamie Vardy comme le joueur le mieux payé des Foxes. A noter que son précédent contrat expirait en 2023. Donc c'est une prolongation d'un an, avec des conditions réévaluées.

Les détails de ce deal viennent tout juste de fuiter. Concernant l'annonce officielle, elle n'a pas encore été faite, mais cela ne devrait certainement pas tarder.



LONGUE ABSENCE EN VUE POUR MUSTAFI

De retour à un bon niveau, Shkodran Mustafi (28 ans, 27 matchs et 1 but toutes compétitions pour la saison 2019-2020) va manquer plusieurs mois de compétition avec Arsenal. En effet, le club londonien a annoncé que son défenseur central a été opéré du tendon d'Achille, mardi. Un coup dur pour l'Allemand, qui va rater le début de la prochaine saison.

LE BALLON D'OR, BENZEMA Y PENSE «TOUT LE TEMPS»

Au cours d'une vidéo dans laquelle il répondait à ses fans, Karim Benzema a affirmé qu'il visait le Ballon d'Or, Champion d'Espagne et deuxième meilleur buteur de Liga, Karim Benzema sort d'une saison magnifique qui a contribué au titre du Real Madrid. L'attaquant français a publié une « FAQ » sur sa chaîne Youtube dans laquelle il a répondu à ses fans. Interrogé sur son poste, Karim Benzema a rapidement dégressé sur la hiérarchie mondiale et le trophée qui récompense le meilleur joueur du monde. « Pour être sincère, je ne me pose pas la question de 9 ou pas 9, 10 ou 11, mais du joueur de foot, a-t-il dit indiqué. Je veux être le meilleur joueur du monde footballistiquement. Il faut tout le temps se le dire et ça permet d'aller chercher le plus haut niveau. »



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

Le président Tebboune reçoit le ministre saoudien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi à Alger le ministre des Affaires étrangères du Royaume frère d'Arabie Saoudite, l'Emir Faïçal Ben Ferhan Al Saoud, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué de la présidence de la République.

Lors de cette audience, les deux parties ont "procédé à une évaluation de la coopération bilatérale et à l'examen des voies à même de l'approfondir et la diversifier, notamment en ce qui concerne les projets de développement et d'investissement marquant le partenariat entre les

deux pays frères", précise le communiqué. Cette rencontre a été également une opportunité pour se concerter et échanger les vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, à leur tête la crise libyenne, ajoute le communiqué de la présidence de la République.



«Le Royaume d'Arabie Saoudite "engagé" à coordonner avec l'Algérie pour parvenir à un règlement pacifique de la crise libyenne»

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, l'Emir Faisal bin Farhan, a mis en avant mardi depuis Alger, l'engagement de son pays à "coordonner avec l'Algérie pour parvenir à une solution pacifique à la crise libyenne et permettre ainsi à ce pays de recouvrer sa sécurité et sa stabilité", soulignant le rôle primordial des pays du voisinage dans cette question. S'exprimant au terme de l'audience accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le chef de la diplomatie saoudienne a insisté sur "le rôle important et central des pays du voisinage dans le règlement pacifique du conflit en Libye en vue de protéger ce pays frère contre le terrorisme et les ingérences étrangères", déclarant "nous nous engageons à coordonner avec l'Algérie et nous allons tenter avec les pays du voisinage de parvenir à un règlement qui préserve ce pays et lui permette de retrouver sa stabilité". Il a relevé dans ce sens "une convergence de

vues entre l'Arabie Saoudite et l'Algérie quant aux défis qui se posent pour la région". L'audience a également porté sur "les questions d'intérêts communs", selon l'émir saoudien qui a indiqué qu'il a été convenu de la "nécessité de promouvoir les relations bilatérales à davantage de progrès et de coordination" il a dit avoir transmis "les salutations du Serviteur des Saints Lieux, et du Prince héritier au Président Tebboune et au Peuple algérien frère".

ALGÉRIE-TURQUIE

Le Président Tebboune reçoit l'ambassadrice turque en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi à Alger l'ambassadrice de Turquie en Algérie, Mme Mahi-nur Ozdemir Goktas. "Je remercie le Président (Abdelmadjid Tebboune) de m'avoir reçue. Pour moi, c'est un honneur d'être ici. C'est la deuxième fois que je suis venue, la première c'était pour présen-



ter les lettres de créances. Je suis en fonction dans un pays frère et ami avec lequel nous partageons de longues traditions", a-t-elle déclaré à l'issue de l'au-

dience. "Aujourd'hui, nous avons eu l'occasion d'échanger nos points de vue sur les relations bilatérales et évoquer les questions d'intérêt commun".

ALGÉRIE-LIGUE ARABE

Hassan Rabehi installé comme Secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe

M. Hassan Rabehi a été installé lundi dans ses fonctions de Secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe par le Secrétaire général de la Ligue, Ahmed Aboul Gheit. M. Rabehi a occupé plusieurs hautes fonctions en Algérie, la dernière étant ministre de

la Communication, porte-parole du gouvernement. Il a été également ambassadeur de l'Algérie au Ghana et en République populaire de Chine, avant d'occuper le poste de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

COMMUNICATION

Belhimer : «toutes les conditions" assurées pour la presse étrangère accréditée en Algérie"

"Toutes les conditions" sont réunies pour permettre aux représentants de la presse étrangère accréditée en Algérie d'exercer leur métier, a affirmé, mardi à Alger, le ministre de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer. "L'Algérie offre toutes les facilités aux correspondants des médias étrangers pour leur permettre d'exercer leur métier et ce, dans le respect des règles d'éthique et de déontologie", a déclaré M. Belhimer, lors de la cérémonie de remise des accréditations à des représentants des médias étrangers accrédités en Algérie. A cette occasion, le ministre a tenu également à adresser ses "encouragements" aux professionnels de la presse nationale assurant leur mission "dans des conditions difficiles" en raison de la pandémie du Coronavirus, citant "les difficultés de circulation, l'éloignement de

leurs familles et des sièges de leurs médias". Aux côtés du ministre de la Communication, étaient notamment présents à cette cérémonie les représentants des ministères des Affaires étrangères (MAE), Abdelaziz Benali Cherif, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Laïdaoui Hamouda, ainsi que le Directeur général d'Algérie Presse Service (APS), Fakhredine Beldi. Une cinquantaine de représentants de médias étrangers se sont vu remettre leurs accréditations, ou la reconduction de celles-ci pour la majorité d'entre eux, dont ceux de la BBC (Radio), des Agences de presse française (AFP), anglaise (Reuters), américaine (AP), chinoises (Chine nouvelle, CCTV), vietnamienne (AVI), ainsi que des chaînes de télévisions El-Arabiya, El-Horra, El-Aalam, El-Hadath et El Ghad.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

2 terroristes abattus dans la wilaya d'Ain Defla

Deux terroristes ont été abattus et une quantité d'armes et de munitions a été récupérée mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une embuscade tendue à Djbel Amrouna, aux environs de la commune d'El-Hassinia, wilaya de Aïn Defla/èreRM, deux (02) terroristes, et a récupéré deux (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions, une (01) grenade et une (01) paire de jumelles",

précise la même source. L'ANP "réitère son engagement et sa détermination, à travers les efforts fournis inlassablement dans la lutte antiterroriste, à traquer ces criminels et les neutraliser partout où ils se trouvent à travers l'ensemble du territoire national, et à faire face à toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité et la stabilité du pays", ajoute le communiqué du MDN.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

7 narcotrafiquants arrêtés et plus de 145 kgs de kif traité saisis à Tlemcen, Oran et Béchar

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté, mardi, sept (07) narcotrafiquants et saisi 145,3 kilogrammes de kif traité lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oran et Béchar, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, le 28 juillet 2020, sept (07) narcotrafiquants et saisi (145,3) kilogrammes de kif traité lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen, Oran en 2^e Région Militaire et Béchar en 3^e Région Militaire", précise le MDN. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP ont intercepté en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale et les services de la Sûreté nationale, trois (03) narcotrafiquants et saisi (31496) comprimés psychotropes dans différentes opérations menées à Constantine, Sétif en 5^e Région Militaire et El-Oued en 4^e Région Militaire, tandis qu'un (01)

contrebandier a été arrêté et (1000) cartouches pour fusils de chasse et (5000) paquets de cigarettes ont été saisis à Tébessa/5eRM. De même, des détachements de l'ANP ont appréhendé, en coordination avec les services des Douanes, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région Militaire et Djanet en 4^e Région Militaire, (21) individus et saisi quatre (04) véhicules tout-terrain, deux (02) camions, (3800) litres de carburants ainsi que (20) groupes électrogènes, (09) marteaux piqueurs, (18) morceaux de dynamite et (04) mètres de mèche de détonation et d'autres objets servant dans des opérations d'orpaillage illicite. Par ailleurs, des Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (103) individus à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Tlemcen, Annaba, Skikda et El-Tarf, alors que (46) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Bordj Badji Mokhtar et In Amenas.

RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

7.740 citoyens algériens rapatriés depuis le 20 juillet (MAE)

La deuxième phase de l'opération de rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, lancée le 20 juillet courant, se poursuit toujours, avec le rapatriement à ce jour de 2532 citoyens supplémentaires, depuis le dernier bilan partiel fourni par le ministère des Affaires étrangères (MAE), le 26 juillet matin, portant ainsi le nombre total des personnes rapatriées à 7.740 ci-

toyens, a indiqué mardi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif.

Le porte-parole du MAE a précisé dans une déclaration que les rapatriements se sont déroulés comme suit :

26 juillet 2020 (complément) :
- 276 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger depuis Marseille (France).

- 260 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'El Oued depuis Le Caire (Egypte).

- 609 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger sur deux vols depuis Paris (France).

27 juillet 2020 :

- 279 ressortissants rapatriés vers l'aéroport de Sétif sur deux vols depuis Lyon (France).
- 597 ressortissants rapatriés vers

l'aéroport d'Alger sur deux vols depuis Paris (France).

- 127 res sortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger depuis Lyon (France).

- 205 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Annaba depuis Amman (Jordanie).

28 juillet 2020 :
- 229 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger depuis Moscou

(Russie). L'opération de rapatriement se poursuivra ce mardi et ce jusqu'au 30 juillet 2020, à travers 10 vols programmés pour le rapatriement de 2349 citoyens bloqués inscrits sur la plateforme numérique en France, en Russie, en Ukraine, au Royaume Uni, au Qatar et aux Etats-Unis, a précisé M. Abdelaziz Benali Cherif.